



YouTube



Dimanche

29 octobre 2023

20 pages

No 595

Gratuit

Contribution Sociale Généralisée

Caisse vide !

- Ritesh Ramphul: « Pas de plan durable pour la pension »
- Reza Uteem : « Les fonds de la CSG sont devenus la propriété du ministre des Finances qui l'utilise comme bon lui semble »

Vinaye Ancharaz,
économiste



« Je me demande si le gouvernement a bien payé la CSG des fonctionnaires »

Nouvelle carte
d'identité numérique

**Manipulation
des données :
Des doutes
tenaces pour
les prochaines
élections**

Fisheries Bill

**Judex Ramphul :
« Catastrophique
pour les petits
pêcheurs ! »**

Incidents à La Citadelle

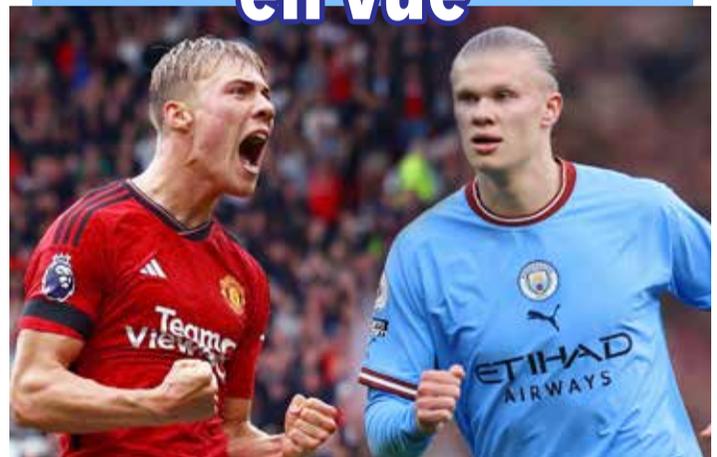
La police a-t-elle failli à ses responsabilités ?

- Sept officiers du NSS présents sur les lieux et des véhicules contraints de faire demi-tour par la police avant les incidents, en vain
- **Le VPM mis au courant de possibles incidents par son conseiller**
- Ranjit Jokhoo : « Le service de renseignements, le CID et les 'Field Intelligence Officers ont échoué »



Man Utd vs Man City

Rude épreuve en vue

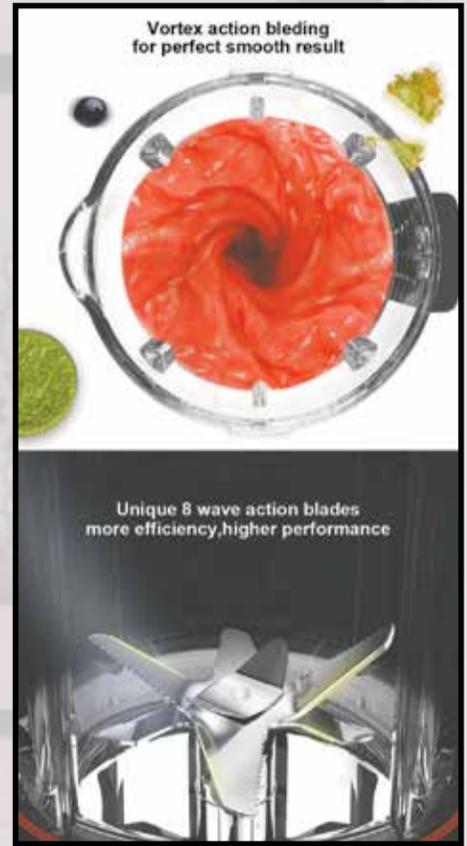


Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

**Nutritious and delicious
easy operation**



Cold and hot applicable
suitable for all seasons



Hot Drink



Cold Drink

Thickened borosilicate glass jar

300°C
Resistance to cold and heat shock

Five layers
Composite cup

health
Thickened borosilicate glass

- ☐ Thermal resistant layer
- ☐ Antistatic on layer
- ☐ Borosilicate layer
- ☐ Water resistant adhesive layer
- ☐ Hardened Tempered layer

Dry Grinding




Medicine Herbs Spices

Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Nouvelle carte d'identité numérique

Manipulation des données : Des doutes tenaces pour les prochaines élections

La nouvelle carte d'identité numérique, prévue pour entrer en opération en février 2024, alimente les doutes dans certains milieux politiques. Et pour cause ! L'on craint que la version digitale de cette nouvelle carte, qui devrait comprendre un QR Code pour l'usage et les transactions électroniques, ne soit utilisée à des fins d'identification lors des prochaines élections générales. Ce qui pourrait donner lieu à d'autres irrégularités, si elle n'est pas solidement réglementée...

La nouvelle carte d'identité numérique devrait, selon toute évidence, entrer en opération au plus tard en février 2024. C'est le Premier ministre qui l'avait précisé au Parlement suivant une question du député Deven Nagalingum le 11 juillet dernier. D'ailleurs, deux comités, nommément un 'Steering Committee' et un 'Technical Committee', ainsi que cinq sous-comités ont été mis sur pied pour assurer que le projet soit prêt à temps, selon les propres dires de Pravind Jugnauth. Une urgence que personne ne comprend, malgré les explications peu convaincantes fournies par le chef du gouvernement.

Ce projet comprendra quatre nouveaux composants : « Card Reading », « Storage of Digital Certificates », « Digital ID » et « Mobile ID ». D'où les interrogations liées à cette nouvelle carte d'identité numérique. Car il y a une possibilité que le « Digital ID » ou le « Mobile ID » soit utilisé au moment du vote, puisqu'il serait alors déjà opérationnel. D'autant que le Commissaire électoral a donné la garantie, suite aux inquiétudes exprimées par les principaux partis de l'opposition, que seuls la carte d'identité ou le passeport seront dorénavant permis pour les besoins d'identification dans les centres de vote, contrairement aux dernières élections pendant lesquelles même les « bus passes » étaient acceptés

pour s'identifier.

Mais pourquoi la carte d'identité digitale suscite-t-elle autant de craintes ? « Parce que c'est une version immatérielle de la carte d'identité physique et qu'il y a des possibilités de manipulation des données », nous explique une source. « Jusqu'ici, nous n'avons aucune visibilité sur sa structure. Nous ne savons pas non plus quel cadre sera mis en place concernant le « Card Reader » qui devra être utilisé pour authentifier le nom et la photo de la personne qui apparaîtront sur le Mobile ID », poursuit-elle. Cette nouvelle carte d'identité digitale, si elle n'est pas réglementée ou utilisée comme il se doit, pourrait donc mener

à des fraudes électorales, en utilisant les données biométriques de ceux qui ne sont pas au pays, par exemple. Ou encore en piratant certaines données.

Dans le milieu politique, on reste sur ses gardes, en attendant d'y voir plus clair. D'autant que l'opposition n'entend prendre aucun risque aux prochaines élections. Raison pour laquelle elle veille au grain. Des questions sont d'ailleurs attendues à ce sujet au Parlement bientôt. Rappelons que ce projet de nouvelle carte d'identité a déjà été au centre d'une polémique concernant des allégations de pots-de-vin impliquant même un ministre. Mais jusqu'ici, il n'y a point eu d'enquête au niveau des autorités.

PT-MMM-PMSD

Navin Ramgoolam : « Pa tombe dans sa piège communal la »

« Ene pays ki ena ene vocation touristique c'est kumsa ki dimoun pe passé. Law and order nepli exister », s'insurge Navin Ramgoolam lors de la conférence de presse tenue aux côtés des leaders du MMM et du PMSD. Concernant l'incident survenu à la Citadelle, l'ancien Premier ministre a été très clair. « Cela ne représente pas l'image de l'île Maurice. »

« Il est choquant de voir ce qui se passe dans le pays », ajoute-t-il. Navin Ramgoolam estime que c'est une atteinte à nos valeurs et à la sécurité des citoyens. Pour lui, c'est à la fois incroyable et inacceptable. Il se demande pourquoi le National Security Service (NSS) n'était pas au courant de la situation, et pourquoi la police n'a pas été alertée à un stade plus précoce. Il déplore un échec total de la NSS et de la police.

Le leader des rouges lance un appel aux membres du gouvernement pour qu'ils indemnisent les artistes qui ont été affectés par cet incident. Il en appelle également à la population. « Pa tombe dans sa piège communal la », exhorte-t-il. Il estime que nous devons tout faire pour préserver l'harmonie et l'unité, et rappelle qu'à son époque au pouvoir, il



avait introduit le projet NICE en 2012 et en 2013.

Concernant le contrat relatif aux produits pétroliers, sujet de la PNQ (Private Notice Question) posée par le leader de l'Opposition à l'Assemblée nationale mardi dernier, Navin Ramgoolam juge totalement inacceptable que la ministre n'ait pas rendu public le contrat entre Maurice et MMG. Il est catégorique sur ce sujet et se demande depuis quand un contrat avec une compagnie privée est confidentiel. Il s'interroge également sur qui a mené les négociations avec la compagnie MMG et si le Premier ministre était au courant de ce contrat. « Pas pou ena sa ban clause de confidentialité excepter si ena ene agreement concernant nou sécurité », affirme-t-il.

Le leader du PMSD et de l'Opposition, Xavier Luc Duval, a pour sa part mis

l'accent sur le projet de loi sur la pêche qui sera à l'ordre du jour mardi. Pour le leader de l'Opposition et du PMSD, il s'agit de la pire loi en la matière jusqu'à présent. Il considère que ce secteur est stratégique et prometteur, mais que ce projet de loi de 46 pages tend à verrouiller le secteur de la pêche. Il critique vivement l'attitude de la ministre du Commerce concernée et appelle à un suivi attentif de l'affaire MMG.

Paul Bérenger, le leader du MMM, insiste quant à lui sur la Contribution Sociale Généralisée (CSG). Pour lui, ce n'est plus un système de pension comme par le passé. « CSG li ene simple taxe », affirme-t-il. Il estime que les personnes pensionnées n'ont aucune garantie quant à leur avenir financier. Selon lui, notre économie est en danger, et les chiffres statistiques ont été manipulés. « L'endettement du pays atteint un niveau dramatique. En ce qui concerne les appels d'offres, le gouvernement ternit la réputation du pays aux yeux des autres nations. Je considère que la réponse du ministre, refusant de rendre public l'accord signé, constitue une insulte pour le pays », conclut-il.

Incident à la Citadelle

Le lord-maire pas en mesure de donner des explications

« I am order you out, Salauds ! », aurait lancé le Lord-maire aux conseillers de l'opposition lors du dernier conseil municipal qui s'est déroulé sous haute tension. De vifs échanges de propos entre le conseiller municipal et secrétaire général du PMSD (Parti Mauricien Social-Démocrate), Mahmad Kodabaccus, et le lord-maire, Issop Nujuraully, ont été échangés, avec en toile de fond l'approbation de la mairie pour la tenue du « Gran Konser » à la Citadelle samedi dernier.

Pour Mamade Kodabaccus, il est inacceptable qu'un Lord-maire ne soit au courant de rien. « Quand nous avons reçu le 'minutes of proceedings', l'item 'Gran Konser' ne figurait pas parmi les autres éléments. D'ordinaire, la municipalité n'accorde un permis que si la police a donné son feu vert. L'approbation avait été donnée le 18 octobre (...) pourquoi cela ne figurait pas à l'ordre du jour ? », s'est insurgé l'ancien lord-maire. « Manipulation of the Minutes of proceeding is forgery and forgery is a criminal case. This is what is happening here, it was manipulated and censored », a-t-il ajouté.

Mamade Kodabaccus déplore aussi le fait que le Lord-maire ait déclaré qu'une réponse serait fournie dans cinq jours. « Nous avons eu des Lords-maires de prestige dans le passé, mais celui-ci, je me demande s'il mérite son poste. C'est le comble de l'amateurisme », a dit le conseiller du PMSD.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Le summum de l'intolérance

Les incidents survenus à La Citadelle dans la soirée de samedi dernier ont été le *'talk of the town'* pendant toute la semaine. Ces incidents sont, sans équivoque, hautement condamnables puisqu'ils mettent en péril l'harmonie sociale et le vivre-ensemble dans un pays multiracial où vivent, côte à côte, différentes communautés. Mais ils nous permettent aussi de voir de plus près cette intolérance qui ronge notre société. Une intolérance qui semble avoir atteint le paroxysme et sur laquelle on ferme les yeux, soit en raison d'une indifférence mortifère, soit parce que cela sied secrètement et basement aux convictions de certains, même s'ils n'osent pas toujours le dire ouvertement. Malheureusement, cette intolérance n'est pas uniquement du côté de ceux qu'on accuse d'avoir « semé la terreur », contrairement à ce qu'on aimerait penser, mais également dans le camp de certains groupuscules, mais aussi de certains citoyens qui se disent être bien-pensants, mais dont l'esprit semble avoir rétréci, au vu de leurs commentaires provocateurs, racistes et incendiaires qui inondent les réseaux sociaux et les radios privées depuis ces incidents inexcusables à La Citadelle.

Certains propos font ainsi croire que ceux qui ont manifesté en faveur de la Palestine sont tous des « terroristes ». D'autres blâment carrément toute une communauté et une religion pour les actions déplorables d'une poignée d'individus alors que leurs coreligionnaires ont été les premiers à proscrire leurs comportements répréhensibles. « *Religion of peace strikes again* », a-t-on ainsi vu sur les réseaux sociaux, sans que cela n'incommoder ceux qui disent prêcher la tolérance et la coexistence pacifique, et encore moins ceux censés faire respecter l'ICT Act. On a aussi entendu des commentaires séditeux qui sont exprimés librement sur les ondes des radios privées, sans qu'ils ne soient modérés ou sanctionnés par l'IBA. En fait, tous ceux qui s'adonnent à ce jeu malsain ne sont pas mieux que les auteurs de troubles de La Citadelle. Car ils font preuve de la même intolérance que ces derniers. Sauf que la façon dont ils l'expriment diffère de l'un à l'autre.

Ne soyons pas hypocrites. La société mauricienne est déjà divisée, morcelée même. Et ce, bien avant les incidents de La Citadelle. Cette division est même tolérée, encouragée et exacerbée par certains dirigeants politiques dont l'unique motivation est de « *divide and rule* ». À nous, le peuple, de décider si nous voulons être ainsi exploités à des fins divisionnistes et politiques ou si nous voulons barrer ces sombres desseins, en œuvrant sincèrement pour cimenter les différentes composantes de la nation mauricienne. Cela commence par nous. Dans nos paroles. Dans nos actions. Dans notre comportement vis-à-vis de l'autre. Ne pratiquons pas ce que nous reprochons aux autres de faire. Ne semons pas la haine. Ne nous regardons pas en chiens de faïence parce que nos religions et nos croyances diffèrent. Ne nous entredéchirons pas parce que nous ne partageons pas les mêmes convictions politiques. Ne nous haïssons pas parce que nous ne soutenons pas forcément la même cause. N'oublions surtout pas que la liberté des uns s'arrête là où commence celles des autres. Souhaitons enfin que le « *one people one nation* » de notre hymne national ne soit plus vain.

Questions parlementaires

L'incident de La Citadelle, le Privy Council et les élections générales à l'agenda ce mardi

Seize questions seront adressées au Premier ministre Pravind Jugnauth au Parlement ce mardi. Comme prévu, les actualités brûlantes domineront cette séance du mardi 31 octobre 2023. Il s'agit notamment du *'Judicial Committee'* du Privy Council, des élections générales, et de l'incident survenu à la Citadelle.

C'est une question de la députée du MSM, Joanne Tour, qui donnera le coup d'envoi au *'Prime Minister's Question Time'*. Elle interrogera le chef de l'État concernant l'appel devant la Commission judiciaire du Conseil privé dans l'affaire Surendra Dayal contre Pravind Kumar Jugnauth, ainsi que d'autres questions. Le PM devra fournir des détails sur les dépenses engagées par le gouvernement de Maurice.

Le député du MMM, Reza Uteem, posera une question sur l'obligation pour un citoyen de déclarer son identité communautaire pour se présenter comme candidat aux élections générales. Il demandera si le gouvernement prévoit de présenter un projet de loi au Parlement pour supprimer cette exigence préalable à la tenue des prochaines élections générales.

L'incident survenu à La Citadelle sera également l'une des préoccupations majeures des députés de l'opposition. Cinq questions seront adressées au Premier ministre Pravind Jugnauth. Les députés Joanne Tour, Mahend Gungapersad, Farhad Aumeer, Nando Bodha ainsi qu'Eshan Juman s'exprimeront en ce sens. Ils souhaitent tous obtenir des informations sur les mesures prises pour assurer la sécurité et l'ordre dans le pays.

La ministre de la Sécurité sociale, Fazila Jeewa-Daureeawoo, répondra à une question du député Richard Duval concernant le registre social de Maurice. Elle indiquera l'état d'avancement du soutien offert aux familles ayant un revenu mensuel supérieur à Rs 14 650 et ne dépassant pas Rs 18 860, en précisant le nombre de bénéficiaires par circonscription, les demandes rejetées et la liste des bénéficiaires.

Reza Uteem, député du MMM, interrogera également la ministre de la Sécurité sociale, concernant les salaires et les avantages sociaux des moniteurs et assistants moniteurs de la Formation et de l'Emploi du Conseil des personnes en situation de handicap. La ministre devra expliquer les raisons des différences de rémunération entre les titulaires du même poste et les mesures prises pour éliminer toute discrimination à cet égard.

Le député du PTr Ritish Ramful abordera la question du projet du métro express. Il interpellera le ministre du Transport, Alan Ganoo, sur le montant des fonds dépensés

jusqu'à présent pour la mise en œuvre du projet, y compris le montant des prêts contractés auprès du gouvernement et de l'*'Exim Bank of India'*, ainsi que le coût final estimé du projet.

Le député du PMSD Patrice Armance posera des questions sur la subvention aux boulangeries. Le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, devra expliquer les paiements de la subvention sur les pains et fournir des détails sur les montants décaissés depuis le 1er juillet 2023, ainsi que le nombre de boulangeries enregistrées.

Eshan Juman, député PTr, posera des questions sur l'*'Excise Duty'* sur le sucre et les produits sucrés, notamment sur les recettes perçues depuis son introduction, les dépenses pour la campagne de sensibilisation au diabète, et les recherches menées sur son impact sur la consommation de produits sucrés. La députée du MMM, Arianne Navarre-Marie, interrogera la ministre de l'Éducation, Leela Devi Dookun-Luchoomun, sur la possibilité pour les étudiants de choisir le Kreol Morisyen comme sujet principal dans les examens du *'Higher School Certificate'*, ainsi que sur les mesures prises pour faciliter cela.

La CSG sera également au cœur des discussions, avec le député du PTr Arvin Boolell, qui demandera au ministre des Finances Renganaden Padayachy si une évaluation actuarielle sera effectuée pour évaluer sa viabilité. Le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal, devra fournir des informations sur des postes vacants à son ministère, y compris le nombre de recrutements et leurs affectations.

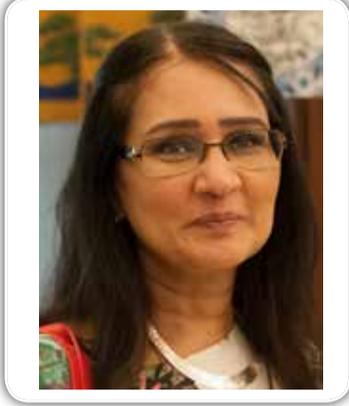
Concernant l'allégation de violence physique envers un bébé de 7 mois dans une garderie à Beau-Champs, la députée Stéphanie Anquetil demandera à la ministre de l'Égalité des genres si une enquête a été menée et quels en sont les résultats. Le député du PMSD, Richard Duval, s'adressera au ministre des Énergies et des utilités publique Joe Lesjongard, et reviendra sur la question du remplacement des tuyaux d'eau depuis mai 2022 jusqu'à aujourd'hui, en demandant la longueur des tuyaux remplacés, les coûts engagés, la liste des entreprises ayant participé aux appels d'offres, le nom du soumissionnaire retenu, le montant de l'offre, les conditions et les dates de début et d'achèvement prévues.

Le député Patrice Armance posera également des questions sur les travaux de remplacement des tuyaux. Le ministre vice-Premier ministre Anwar Husnoo sera aussi interpellé au sujet du « *Victoria Urban Terminal* ».

UP

Ananda Devi

Romancière mauricienne, Ananda Devi a décroché le Prix Neustadt 2024, équivalent du Nobel de littérature, le 26 octobre 2023. Cet honneur s'ajoute à son récent Prix de la Langue Française. Sa carrière littéraire exceptionnelle est récompensée par 50 000 dollars, un certificat et un trophée. Ananda Devi devient la 28^e lauréate de ce prix, affirmant sa place de figure majeure de la littérature francophone. Son succès met en lumière son talent et la vitalité de la littérature francophone contemporaine.



C'EST ÉCRIT



“Mais les guerres, froides ou chaudes, sont en hausse. Dans sa guerre de représailles massives contre le Hamas, Israël va vers une collision avec l’Iran, qui serait sur le point de posséder des armes nucléaires. L’invasion de l’Ukraine par la Russie, une puissance nucléaire, pourrait susciter l’engagement de l’OTAN. Les États-Unis et la Chine, deux États dotés d’armes nucléaires, se regardent en chiens de faïence sur l’épineuse question de Taïwan. Les tisons du conflit entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan ne sont pas près de s’éteindre. Et entre le Kosovo et la Serbie, on continue à souffler sur les braises de la rivalité”.

Eric Ng Ping Cheun
Économiste
Conjoncture Novembre-Décembre 2023

A ÉTÉ DIT

« Bane services de renseignement, mo pa gagne droit immisce moi dans bane zafer services de renseignement [...] Ti ena bane suspicions ki bane dimoune ti supposément ti laba. Kouma mo pe dire ine amen zot pou lenket. À aucun moment pane dire zot coupable [...] Mo pa koné [...] mo pas au courant ».

Ndlr : Concernant l’arrestation de deux policiers dans le sillage des incidents survenus à La Citadelle samedi dernier.

Surintendant Shiva Coothen
Responsable – Police Press Office
Radio Plus – 27 octobre 2023



DOWN

Commentaires provocateurs

Suite au violent incident survenu à La Citadelle samedi dernier, les médias sociaux ont été inondés de propos incendiaires et provocateurs, alimentant ainsi des tensions potentielles entre différentes communautés à Maurice. En effet, les plateformes en ligne ont été le théâtre de discours empreints de haine et de stigmatisation, certains individus cherchant à exploiter la situation pour attiser des préjugés et des conflits religieux.



QUI S'EN SOUCIE ?



Les drains sont bouchés à Saint-Pierre, et les habitants sont indignés par la situation. Avis aux autorités !



Dans les coulisses...

Démission de la CWA ?

Un haut cadre de la CWA a-t-il soumis sa démission vendredi, avec en toile de fond une polémique liée à l’octroi de contrat ? C’est la question que tout le monde se pose dans les couloirs de l’organisme depuis la fin de la semaine...



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.
Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances.
Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY TIMES

Vinaye Ancharaz, économiste

« Je me demande si le gouvernement a bien payé la CSG des fonctionnaires »

« La 'Contribution Sociale Généralisée' (CSG) n'est pas un fonds de pension comme l'avait été le NPF. C'est une taxe dont les recettes sont versées dans le 'Consolidated Fund' du gouvernement pour couvrir les dépenses courantes. Raison pour laquelle il ne faut pas s'étonner que cette caisse soit vide », nous explique le Dr Vinaye Ancharaz, économiste, dans l'entretien qui suit.

Propos recueillis par

■ Zahirah RADHA

Q : Cela vous étonne-t-il qu'il n'y ait pas un seul sou dans la caisse de la CSG ?

Je ne suis pas le moindre étonné. La CSG n'est pas un fonds. Elle ne l'a jamais été, contrairement au 'National Pension Fund' (NPF), comme l'indiquait d'ailleurs son nom. Les déductions de la NPF étaient versées dans une réserve qui était gérée par la SICOM qui est une compagnie étatique. Celle-ci investissait ces fonds d'une façon prudente qui permettait au gouvernement d'avoir un retour sur investissement. Mais en 2020, le gouvernement a aboli le NPF pour introduire, à sa place, la CSG. Il ne faut pas oublier la raison que le gouvernement avait avancée pour justifier l'introduction de la CSG...

Q : ... Celui d'un déficit du NPF. Ce qui n'est pas loin de la caisse vide d'aujourd'hui, n'est-ce pas ?

Exactement ! Le ministre des Finances avait plaidé pour une réforme de la pension, mais c'est tout le contraire qu'il a fait. Il a, dans la foulée, fait reculer le pays. Je tiens à rappeler que ce sont surtout les travailleurs du secteur privé qui contribuent à la CSG. Les employés du gouvernement, eux, n'y contribuent pas puisque c'est le gouvernement qui la paie à leur place. Ce qui me pousse à me demander si le gouvernement a bien payé la CSG des fonctionnaires. Personnellement, je ne pense pas qu'il l'a fait.

Rappelons aussi que l'argent de la CSG ne va pas dans un fonds de pension, mais dans le 'Consolidated Fund'. Celui-ci n'est pas un fonds comme l'était le NPF. Le « Consolidated Fund » est un compte qu'utilise le gouvernement pour effectuer ses dépenses courantes. Ce qui explique pourquoi tout l'argent de la CSG a été englouti.

Q : Fallait-il qu'il y ait un fonds spécial pour la CSG, comme il y en avait pour le NPF ?

Évidemment, il fallait avoir un 'CSG Fund'. Mais, comme je vous l'ai dit plus tôt, je ne suis pas surpris par cette situation parce que, dès le départ, le gouvernement avait précisé que cet argent irait dans le

« Consolidated Fund ». Il fallait donc s'attendre à ce qu'il n'y ait plus de sou pour la CSG.

Q : Et la pension alors, comment la financer s'il n'y a plus d'argent ?

Il y a effectivement un gros problème. Le ministre des Finances est venu avec une réforme totalement contradictoire, à un moment où le système de pension est sous pression. Une pression qui remonte d'ailleurs à bien avant que le présent gouvernement ne vienne au pouvoir. La Banque Mondiale tire, depuis longtemps, la sonnette d'alarme sur notre population vieillissante. Ce qui fait qu'il y aura d'un côté, moins de personnes qui paieront de taxes qui servent à financer la pension qui est basé sur le système « Pay As You Go », et de l'autre, plus de pensionnaires. Il y a donc un déséquilibre. Ce problème a empiré lorsque le présent gouvernement est venu avec des promesses politiques visant à augmenter la pension, qui est passée successivement de Rs 3500 à Rs 5000, puis à Rs 9000 en attendant les Rs 13 500 promis.

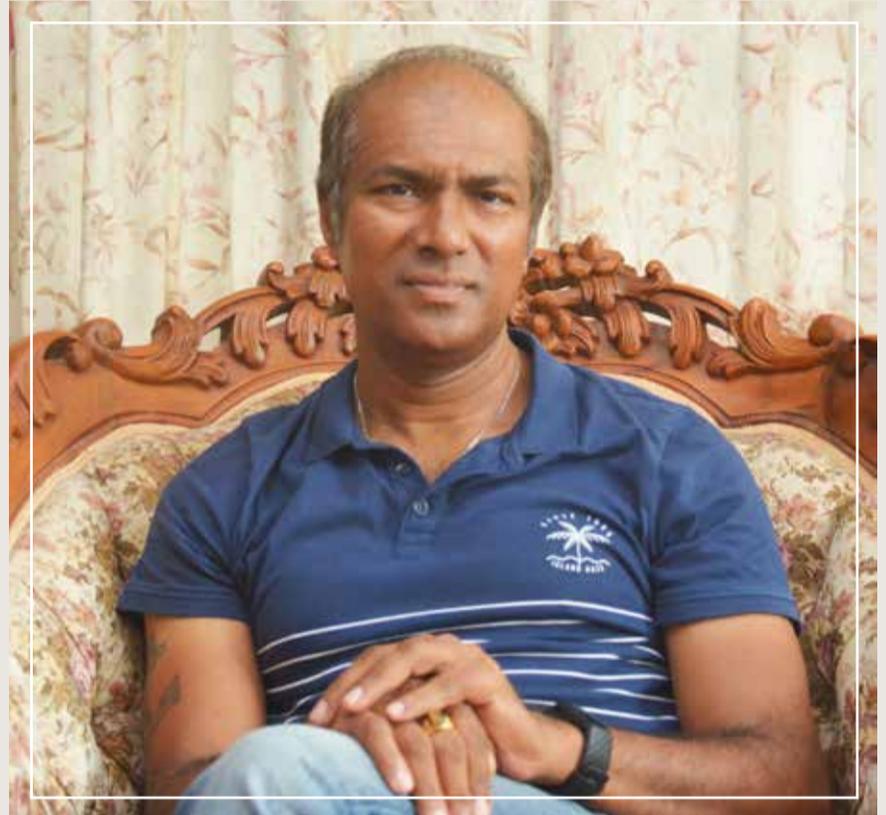
Q : Pensez-vous que la hausse de la pension à Rs 13 500 est compromise ?

D'un point de vue économique, oui. Mais je ne pense pas que le gouvernement fera une croix dessus, surtout dans une année électorale.

Q : De quels moyens dispose-t-il donc pour payer cette hausse ?

Je ne sais pas d'où le gouvernement sortira cet argent, mais je suis sûr qu'il accordera cette hausse coûte que coûte. N'oublions pas que c'est une promesse électorale qui est extrêmement importante pour le régime actuel qui joue à la « pension politics », comme je l'ai toujours dit. Sa stratégie politique est axée sur la pension, d'autant que les pensionnaires représentent presque un quart des votants.

On évoque souvent le « war chest » du gouvernement. Il sera peut-être utilisé pour financer cette hausse. Ou il se peut qu'il choisisse de couper d'autres dépenses ou investissements qui ne sont pas prioritaires pour lui. On voit, par exemple, que le gouvernement



n'investit plus dans l'éducation. Ou *koné komié construction lékol ti bizin fer kine arrêté ?*

Q : Il y aura également une crainte qu'il ne dévalue davantage la roupie ?

C'est possiblement un moyen pour avoir des « revaluation gains », mais je ne pense pas qu'il le fera, bien que la valeur de la roupie commence à apprécier légèrement. N'oublions pas que le Fonds Monétaire International (FMI) avait passé un savon au gouvernement concernant le « one-off grant » de Rs 60 milliards qu'avait accordé la Banque de Maurice (BoM) au gouvernement. Ce qui avait contraint ce dernier à ne céder finalement que Rs 32 milliards comme un « one-off grant » et d'amortir les Rs 28 milliards restant comme une avance sur des « future profits ». C'est pour cela que j'estime que le gouvernement ne fera pas la même bêtise.

Q : Comment faire pour arrêter cette bombe à retardement ?

Le ministre des Finances ne l'explique pas alors qu'il aurait dû le faire. Il aurait dû expliquer comment il fera pour financer la pension actuelle, mais aussi la hausse promise (de Rs 11 500 à Rs 13 500). Une hausse qui alourdira le fardeau

de la pension par des milliards de roupies.

Q : Le gouvernement devra-t-il taxer davantage les employés pour financer cette hausse ?

Probablement. Jusqu'ici, le gouvernement n'a pas augmenté la taxe pour des raisons politiques, quoique la CSG est aussi une taxe. Mais il continue en même temps de faire des dépenses qui ne sont pas soutenables à la longue.

Q : Quel est donc le 'way forward' ?

Le prochain gouvernement devra impérativement faire une réforme de la pension. Il n'y a pas d'autres solutions. *Sinon, seki dimoune pe gagné zordi, dans l'avenir, risqué pa gagné. Kot pou tire kas ?* C'est un gouvernement qui ne fait que taxer et dépenser (*tax and spend*). Nous nous enorgueillissons de notre état providence. Je ne pense pas qu'il y ait un autre pays au monde qui soit aussi généreux que Maurice. Nous percevons relativement peu de taxes, mais la pension, l'éducation, la santé et le transport pour les jeunes étudiants et les vieilles personnes sont tous gratuits. *Nou zis fer labous dou*. Or, *there's no free lunch*. Tôt ou tard, il faudra passer à la caisse. La pilule sera alors amère.

Contribution Sociale Généralisée

Caisse vide !

La caisse de la Contribution Sociale Généralisée (CSG) est vide. Pourtant, plus de Rs 25 milliards ont été récoltés à ce jour. De 2020/21 jusqu'au 30 septembre dernier, les cotisations des employés et des employeurs à la CSG se sont élevées à un total de Rs 25,6 milliards, réparties comme suit : Rs 5,3 milliards en 2020/21, Rs 8,3 milliards en 2021/22, Rs 9,5 milliards en 2022/23 et Rs 2,5 milliards pour le premier trimestre de 2023/24. Mais aujourd'hui, il n'y a plus d'argent pour garantir les pensions. Pourquoi ? Le ministre des Finances a déclaré que la totalité de la somme récoltée, soit plus de Rs 25 milliards, a été utilisée pour financer les prestations sociales et d'autres incitations fiscales.

Selon Reza Uteem, président du comité économique du Mouvement Militant Mauricien (MMM), le ministre des Finances fait preuve de malhonnêteté intellectuelle. « Rs 25 milliards ont été dilapidés sans qu'on sache comment le gouvernement prévoit de financer les pensions de vieillesse de Rs 13 500. Ils

n'auront d'autre choix que de dévaluer la roupie une fois de plus pour renflouer les caisses du gouvernement et faire croire qu'il y a eu de la croissance ! », déclare-t-il. Il ajoute également : « Le ministre des Finances avait promis que les fonds de la CSG serviraient à payer les pensions des personnes atteignant l'âge de la retraite, cependant, aujourd'hui, les fonds de la CSG sont devenus la propriété du ministre des Finances, qui en dispose à sa guise sans avoir de compte à rendre à qui que ce soit. »

Ritesh Ramphul :
« Pas de plan de pension durable pour l'avenir »

Ritesh Ramphul, député travailliste qui a soulevé la question au Parlement, déplore le fait que le gouvernement n'ait rien fait pour stimuler la croissance du pays. Il est d'avis que le gouvernement MSM de Pravind Jugnauth, avec Renganaden Padayachy comme ministre des Finances, a fait des promesses sans réfléchir et sans programme, et que maintenant ils sont obligés de s'y conformer. « Il

est clair aujourd'hui que l'intention de ce gouvernement était de faire payer les travailleurs du pays pour que le ministre des Finances puisse redistribuer des avantages sociaux. Il n'y a pas de plan de pension durable pour l'avenir. Le FMI les avait avertis ! Le gouvernement ne peut pas prélever l'argent des travailleurs pour répartir des fonds sans rien faire pour stimuler la croissance économique du pays », avance-t-il.

Il déplore également que le ministre des Finances n'ait pas expliqué comment il compte trouver de l'argent pour garantir les pensions. « Il est inadmissible qu'un gouvernement soit aussi irresponsable. Ils sont en train d'hypothéquer l'avenir des jeunes de ce pays. Ils augmenteront les impôts après les élections s'ils

Les dépenses se sont réparties comme suit :

- CSG Income Allowance	: Rs 6,5 milliards
- Augmentation de la pension	: Rs 9 milliards
- Home Ownership Scheme	: Rs 2,7 milliards
- CSG Retirement Benefit	: Rs 2,8 milliards
- CSG Child Allowance	: Rs 285 millions
- Independance Scheme	: Rs 285 millions
- Victimes d'accidents de travail	: Rs 38 millions
- CSG Disability Allowance	: Rs 4,7 millions
- Prime à l'emploi	: Rs 301 millions
- Housing Loan Relief Scheme	: Rs 100 millions

reviennent au pouvoir. C'est la dépréciation de la roupie mauricienne qui fausse les chiffres du PIB », martèle Ritesh Ramphul. Le député rouge lance aussi sarcastiquement que Renganaden Padayachy est le seul ministre des Finances qui sait où trouver de l'argent et « vider les caisses ». « Il a dilapidé les 158 milliards de la BoM, il a épuisé tous les fonds de tous les organismes paraétatiques existants ! Il ne reste rien ! », martèle-t-il.

Fisheries Bill

Judex Ramphul : « Catastrophique pour les petits pêcheurs ! »

Le 'Fisheries Bill' a été examiné en deuxième lecture au Parlement le mardi 24 octobre. L'objectif principal de ce projet de loi est d'abroger la 'Fisheries and Marine Resources Act' de 2007 pour la remplacer par un cadre législatif plus adapté, compte tenu de la croissance rapide du secteur de la pêche à Maurice et dans le monde.

Pour le porte-parole des pêcheurs, Judex Ramphul, ce 'Fisheries Bill' sera catastrophique pour les petits pêcheurs. « Est-ce que ce projet de loi a pris en considération les petits pêcheurs qui vivent de la mer ? Il est malheureux que tous les 'stakeholders' n'aient pas été consultés. Nous réclamons la démission du ministre Sudheer Maudhoo, qui ne comprend rien à la pêche », a déclaré le pêcheur.

Ce dernier déplore le nombre d'amendes inclus dans le projet de loi, qu'il estime être destiné à éliminer les petits pêcheurs. « Ainsi, même pour vendre du poisson, un permis est requis, car autrement, les contrevenants s'exposent à une amende pouvant aller jusqu'à Rs 25 millions. De fait, si quelqu'un pratique la pêche en haute mer comme activité sportive et ne détient pas de permis pour écouler sa prise, il devra manger seul l'énorme marlin de plusieurs kilos capturé », a-t-il souligné.

Judex Ramphul s'insurge aussi contre une directrice d'origine indienne au



sein du ministère. Selon ses informations, cette «directrice» aurait dirigé ce projet de loi en faveur de grandes sociétés au détriment des petits pêcheurs. Le porte-parole des pêcheurs évoque également le rôle de l'Union européenne dans l'élaboration de ce projet de loi. Il rappelle qu'une délégation du directeur général des Affaires maritimes de l'Union européenne avait effectué une visite à Maurice en septembre 2022, et qu'ils avaient rédigé un rapport indiquant que le port servait de «hub» à des activités illégales.

Il estime que ce projet de loi aurait dû s'articuler autour de deux axes pour satisfaire aux exigences de l'Union européenne. Premièrement, il aurait dû prévoir des mesures pour attirer et maintenir les pêcheurs dans ce secteur. Ensuite, il aurait dû rendre ce secteur attrayant aux yeux des investisseurs. « L'expertise mauricienne a été mise de côté », s'est insurgé Judex Ramphul, tout en critiquant le ministre Sudheer Maudhoo et son équipe.

Dans cette optique, il prévoit des campagnes de sensibilisation contre ce 'Fisheries Bill', et se rendra à Mahébourg ce lundi. Il dit aussi qu'il est en contact avec le Leader de l'Opposition pour décider de la marche à suivre. Une conférence de presse est prévue pour la semaine prochaine.

Maulana Khodadin :**« Ne tombez dans le piège des conflits communautaires »**

Suite à l'incident survenu à la Citadelle le 21 octobre dernier, le Maulana Khodadin avance, dans un communiqué, qu'il souhaite que l'enquête soit menée avec discipline et sans injustice envers des innocents. « Il ne faut pas laisser cette situation se transformer en une confrontation communautaire », dit-il. Il lance un appel à la police pour qu'elle ne tombe pas dans la provocation, et ajoute que la communauté musulmane n'a rien à voir avec ce qui se passe, et que si un groupe de personnes a tenté de semer la discorde, il ne faut pas faire porter le chapeau à l'ensemble de la communauté musulmane.

Maulana Khodadin demande aussi au Premier ministre de prendre en considération des cas antérieurs tels que l'affaire Aslam Noursingh, dont les deux poignets ont été sectionnés. Le cas de l'hôpital Candos en 2009, l'attaque pendant une prière à Triolet en 2010, les saccages de plusieurs mosquées dans le sud en septembre 2015, les tirs sur l'ambassade de France et l'hôtel St Georges en 2016, les tirs sur la station de police de l'Escalier en 2017 où trois personnes ont été

blessées en plein mois de carême du Ramadan, ainsi qu'une personne blessée par balle à New Grove en 2018, et plusieurs masjids, kalimayes et temples (mandirs) saccagés à travers le pays, portant également des graffitis.

Il appelle également le chef de l'État à prendre en considération ces cas qui n'ont toujours pas été élucidés et dont les enquêtes n'ont pas encore été complétées. Il est inacceptable que ces cas flagrants demeurent sans réponse jusqu'à présent selon lui. « Combien de temps il faudra pour que ces enquêtes aboutissent ? Ce qui se passe dans le pays est malheureux, nous devons rester vigilants à ce stade », affirme-t-il. « Nous condamnons sa acte la sans réserve. Certaine personne fine acheter la guerre qui pas pour nous et tout cela c'est ene provocation », soutient-il, tout en se demandant si certains partis politiques sont derrière ce qui se passe dans le pays.

« Nous demandons à toute la communauté musulmane et au peuple mauricien de garder leur calme et de ne pas tomber dans le piège des conflits communautaires », ajoute-t-il.

Incidents à La Citadelle

La police a-t-elle failli à ses responsabilités ?

• Au moins sept officiers du NSS présents sur les lieux avant même les incidents

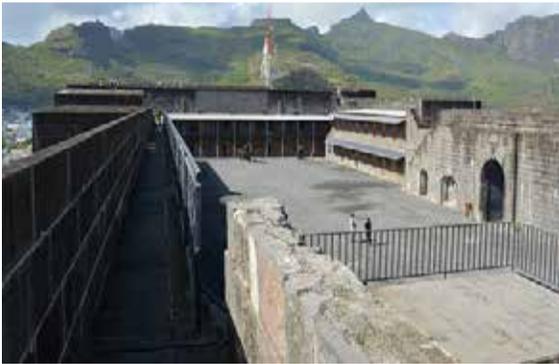
Une semaine déjà que des incidents ont eu lieu dans la soirée du 21 octobre dernier à La Citadelle, où le concert organisé par le groupe Attitude a été perturbé par un groupe d'individus. C'est une chanson qui serait à l'origine de cette contestation. Les personnes qui assistaient à ce Grand Concert ont été forcés de vider les lieux en panique, malgré la présence d'une dizaine de policiers. Ce qui suscite pas mal de questions sur l'efficacité de notre service de police et du 'National Security Service' (NSS). Aurait-ils pu prévenir ces incidents ? Et nos agents secrets étaient-ils présents sur les lieux ce jour-là, avant les incidents ?

Nous avons mené notre petite enquête sur l'affaire pendant toute la semaine, et il s'avère que le NSS avait bel et bien eu vent d'un éventuel incident à cet endroit. Dès lors : la question se pose : a-t-il partagé les informations aux hauts gradés de la police ? Des membres du gouvernement étaient-ils, eux aussi, au courant puisque le conseiller en communication du vice-Premier ministre, Jameer Yeadally, qui avait été interpellé dans le sillage de cette affaire, a avoué avoir informé son ministre de la situation de La Citadelle où il s'était rendu pour un constat ? Et si oui, ces membres du gouvernement ont-ils alerté la police ? Celle-ci a-t-elle réagi ?

Selon nos renseignements, pas moins de sept policiers affectés au service de renseignements de Port-Louis étaient présents sur les lieux avant même l'incident pendant cette soirée. Ils se trouvaient d'ailleurs à l'entrée où se tenait le concert devant le fort. Étaient-ils déjà au courant de l'éventuel incident ? Si non, qu'elle était la raison de leur présence à La Citadelle ?

L'accès contrôlé à La Citadelle par des policiers

Environ 45 minutes avant les incidents,



plusieurs habitués de La Citadelle avaient été stoppés par des policiers, alors qu'ils tentaient d'accéder sur les lieux. La présence de deux véhicules de la 'Special Supporting Unit' (SSU) n'est pas passée inaperçue. Des policiers interrogeaient également les automobilistes quant à la raison de leur présence sur place. Ces derniers avaient été informés qu'ils ne pouvaient avoir accès au site et ont été forcés de faire demi-tour et de redescendre vers Champ-de-Mars. Ce qui laisse perplexe. Pourquoi ont-ils pris du temps pour intervenir quand la bande encagoulée a débarqué ? Ce n'est que quelques minutes après leur départ que deux véhicules de la SSU sont arrivés.

Deux policiers interpellés

Dans la journée de mardi, deux policiers, l'un affecté à la 'Special Mobile Force' (SMF) et l'autre au poste de police de Lallmatie ont été interpellés. Ils ont été emmenés à la 'Major Crime Investigation Team' (MCIT) pour être interrogés. Les enquêteurs étaient en présence de certaines informations à l'effet que les deux se trouvaient à La Citadelle samedi. Mais après vérification, il s'avère que les deux policiers se trouvaient sur leur lieu de travail ce fameux soir. Ils ont alors été des relâchés après leur interrogatoire.

L'équipe du surintendant Ghoorah a confirmé qu'à ce stade, aucun élément ne démontre l'implication de ces deux policiers dans les incidents survenus à La Citadelle samedi soir. Selon le témoignage de ces derniers, les soupçons du

Commissaire de police étaient infondés, et ils estiment que les enquêteurs n'ont pas vérifié leurs informations avant de les lui rapporter. « Les enquêteurs doivent vérifier leurs informations avant d'agir. Ils ne peuvent pas arrêter des personnes sur leur lieu de travail pour ensuite se rendre compte qu'il n'y a aucune preuve contre elles.

La réputation et l'intégrité de ces individus sont en jeu », nous dit une source proche d'un des policiers arrêtés puis relâché.

Le conseiller en communication du vice-Premier ministre Anwar Husnoo, Jameer Yeadally, a également été interpellé à son bureau mardi. Il a toutefois été autorisé à partir peu après. Il dit avoir été entendu à titre de témoin pour la « vérification de certaines informations ». Il a également expliqué à la presse, dont sur Radio Plus vendredi, qu'il avait certains renseignements qu'il allait y avoir des incidents et qu'il était sur place pour s'enquérir de la situation et pour informer son ministre. Il a d'ailleurs soutenu avoir également informé la police des informations dont il disposait.

Depuis dimanche dernier, pas moins d'une vingtaine de suspects ont été arrêtés par différentes unités de la police et ont été maintenus en cellule policière, à l'exception d'Irfaan Meerun, un mécanicien de Vallée-Pitot. Après trois jours de détention, il a été relâché vendredi après-midi après avoir fourni une caution de Rs 25 000 et signé une reconnaissance de dette de Rs 500 000. Il devra se présenter au poste de police de sa localité entre 6h et 18h chaque jour. En Cour vendredi, la motion de remise en liberté conditionnelle de plusieurs suspects ont été débattue et ce n'est que la semaine prochaine que la magistrate Shavina Jugnauth se prononcera sur cette affaire.

Ranjit Jokhoo : « Le service de renseignements, le CID et les 'Field Intelligence Officers' ont échoué »

L'ancien inspecteur de police à la retraite, Ranjit Jokhoo, ces incidents auraient pu être prévenus, puisque la police avait eu des renseignements au préalable. « La police prend des dispositions en fonction des renseignements reçus. S'ils ont estimé que seulement



12 officiers étaient nécessaires, so be it. Mais il ne faut absolument pas jeter toute la faute sur la police », dit Ranjit Jokhoo. Car le service de renseignement ont également fauté, estime-t-il. L'ancien inspecteur de police regrette ainsi le manque de proactivité du service de renseignement de la police. « Si un groupe composé d'autant de personnes a pu entrer, c'est que notre service de renseignements, nos 'Field Intelligence Officers' et les 'CID Officers' ont échoué d'une certaine manière », indique-t-il.

Commentant la présence de 'Bouncers' lors des concerts, Ranjit Jokhoo estime que c'est la police qui a le pouvoir de contrôler et de maintenir l'ordre d'après la 'Police Act'. « Les gros bras des sécurités privées ne sont pas mandatés par la loi de maintenir l'ordre, c'est le travail de la police ! », souligne Ranjit Jokhoo. « La police doit revoir sa stratégie, car c'est la deuxième fois qu'à Port-Louis, des incidents surviennent lors d'événements qui, à priori, devaient se dérouler sans problème », estime l'ancien policier. Il dit aussi que le Commissaire de police a bien fait de calmer la situation en convoquant les journalistes pour un point presse. Cependant, Ranjit Jokhoo déplore l'absence d'Avinash Teeluck, ministre des Arts, pour donner des explications concernant l'incident malheureux survenu le samedi 21 octobre à La Citadelle.

L'absence du ministre des Arts exaspère les artistes

À la suite de cet incident, les artistes mauriciens ont tenu une conférence de presse le mercredi 25 octobre pour exprimer leur mécontentement face à l'absence et au silence du ministre des Arts, Avinash Teeluck. Ils estiment que les chanteurs, musiciens et organisateurs de soirées méritaient des explications et sont délaissés par les autorités.

Bruno Raya déplore le silence du ministre et le fait que les artistes sont toujours peu considérés par les politiciens et le gouvernement, surtout lorsqu'il s'agit de leur programme électoral. Un appel a aussi été lancé aux leaders religieux pour qu'ils aident à la formation des jeunes par rapport à la tolérance et au vivre-ensemble.

Dr Jonathat Ravat, anthropologue : « Dichotomie totale entre la cause palestinienne et la religion »

Pour le directeur de l'Institut Cardinal-Jean-Margéot et anthropologue des religions, le Dr Jonathan Ravat, cet incident est un cas isolé, avec ses propres spécificités. « Les gens ont tendance à faire l'amalgame entre violence et l'Islam après cet incident ! Il faut creuser le fond du problème, car il existe une dichotomie totale entre la cause palestinienne et la religion. Il est inacceptable que des gens envahissent l'espace public pour se comporter de façon violente », estime-t-il. D'autre part, Il estime que la question à se poser est : « à qui profite le crime ? », et se demande si ces événements servent les intérêts de certaines personnes.

Bashir Nuckchady :

« La tolérance est le mot clé pour préserver notre vivre-ensemble »

Le secrétaire du Conseil des Religions, Bashir Nuckchady, est catégorique. La tolérance reste la clé pour la préservation de notre vivre-ensemble à l'île Maurice. « Nous avons 15 religions qui cohabitent sur le sol mauricien. Jusqu'à présent, nous sommes un modèle pour le monde en entier. Chaque religion a sa place et on a besoin de tout un chacun pour vivre », dit Bashir Nuckchady. « La tolérance fait partie des 'Universal Core Values' de chaque religion (...) Les prêcheurs doivent mettre davantage l'accent sur ces qualités. Nos chefs religieux doivent peut-être revoir la façon dont ils prêchent », ajoute-t-il.

Pandit Darshan : « Maurice est un modèle en termes de diversité religieuse et de coexistence »

Le chef religieux hindou, Pandit Darshan, plaide en faveur de l'unité nationale et estime que l'éducation à la coexistence doit commencer dès le plus jeune âge. Il affirme que la tolérance doit être inculquée pour préserver notre tissu social, et souligne que l'île Maurice est un modèle en termes de diversité religieuse et de coexistence, et que les influences étrangères ne devraient pas perturber notre coexistence pacifique.

Crèches illégales

Sheila Bappoo : « La situation reste alarmante »

Depuis le début de l'année, plusieurs cas de négligence et de maltraitance dans les crèches ont été signalés. A titre d'exemples, le 8 mars 2023, Winsley Appou, un nourrisson de trois mois, est décédé d'asphyxie après avoir ingéré le contenu de son estomac dans une crèche située à Triolet. Une autre tragédie a touché la petite Grace Cadapen, âgée de trois mois, dans une crèche opérant illégalement à Rose Hill, où elle est également décédée d'asphyxie due à l'ingestion du contenu de son estomac. Plus récemment, un autre cas de maltraitance a été signalé dans une crèche à Beau Champs, où un bébé a été blessé au visage et présentait des ecchymoses sur le corps. Un incident supplémentaire s'est produit la semaine dernière, lorsque qu'un ventilateur est tombé sur un bébé dans une crèche.

Malgré les tollés soulevés par les membres de l'opposition, la situation des enfants dans les crèches demeure préoccupante. Il est important de noter que des mesures ont été mises en place pour assurer la sécurité des enfants dans les crèches, mais des incidents récents ont mis en lumière des problèmes persistants.

Le rapport du 'Public Accounts Committee', publié le 10 mars 2022, avait déjà souligné la gravité de la situation. Il a mis en lumière que certains agents ne respectaient pas la législation et les règlements applicables aux établissements de soins résidentiels ainsi qu'aux garderies pour enfants, qui fonctionnaient sans les autorisations requises. En outre, des demandes d'ordonnances d'incarcération ont été présentées devant les tribunaux, conduisant ainsi à la mise en refuge d'enfants maltraités dans des établissements non sécurisés, en violation manifeste de la loi.

Dans le rapport, il est également notifié que le ministère avait été informé depuis août 2021 que parmi les 371 garderies pour enfants, 210 d'entre elles ne détenaient pas de certificat d'enregistrement en raison

du non-respect des conditions énoncées dans le règlement. Il y est aussi mentionné que le ministère devrait faire respecter strictement le règlement concernant les garderies ne se conformant pas aux normes. S'il estime nécessaire de revoir les conditions d'enregistrement, des modifications appropriées devraient être apportées immédiatement au règlement. Les garderies en infraction devraient être rapidement informées des sanctions applicables en cas d'exploitation sans un certificat d'enregistrement valide.

De plus, selon le rapport, il est impératif de dispenser une formation adéquate aux agents pour qu'ils comprennent l'importance de se conformer à la loi, et ne pas l'appliquer pour des raisons de commodité administrative. Dans le cas contraire, ces agents devraient assumer l'entière responsabilité de leur inaction et, si nécessaire, leur dossier devrait être soumis à la Commission de la fonction publique pour l'application de sanctions disciplinaires appropriées.

Sheila Bappoo : « La réintroduction du 'Child Watch Network' pourrait être un élément crucial »

Pour l'ancienne ministre de l'Égalité des genres, Sheila Bappoo, la situation est préoccupante. Elle souligne que le PAC a soulevé de nombreuses questions



concernant les cas de maltraitance et de négligence envers les bébés. Depuis la publication de son rapport, aucune mesure n'a été prise. Ce n'est que lorsque la mort d'un bébé est survenue dans une crèche à Rose Hill, que les membres du gouvernement, y compris le ministère de l'Égalité des genres, ont réagi à cette situation. C'est à ce moment qu'ils ont entrepris des actions pour identifier les

crèches illégales et sanctionner celles qui n'avaient pas les autorisations nécessaires pour fonctionner.

Selon elle, la situation s'est aggravée en raison de l'inaction prolongée du ministère. « Il aurait dû y avoir une équipe, ce que l'on pourrait appeler un 'squad', pour mener des opérations sur le terrain, en collaboration avec d'autres fonctionnaires. Cette équipe aurait dû être composée de policiers, de fonctionnaires municipaux ou de membres des conseils de district, ainsi que de partenaires, afin d'étudier en profondeur la situation et d'inspecter toutes les crèches opérant illégalement dans les villages et les villes. Or, rien n'a été fait pour mettre en place une telle équipe. Comment le ministère peut mener à bien ces démarches s'il n'y a pas une équipe spécialisée pour cela ? », s'étonne-t-elle. Elle s'interroge sur qui sera chargé de cette tâche, et combien de personnel sera sur le terrain pour la mener à bien. Toutes ces questions restent sans réponse.

Elle insiste également sur l'importance de la formation des personnes s'occupant des enfants, les 'caregivers', qu'elle estime inadéquate actuellement. Sheila Bappoo ajoute qu'il est impératif de leur fournir une formation de qualité, afin qu'ils puissent prendre soin des bébés de manière appropriée et éviter toute forme de négligence. Selon elle, il s'agit d'un problème sociétal qui met en danger la vie des tout-petits. Elle souligne que le contexte des crèches est bien plus délicat et sensible que celui des garderies, car les enfants en garderie peuvent parler et signaler tout problème, tandis que les bébés ne peuvent pas s'exprimer.

De plus, elle évoque l'importance de la réintroduction du 'Child Watch Network', qu'elle considère comme un élément crucial dans la lutte pour la sécurité des enfants. Pendant son mandat au gouvernement, elle affirme avoir mis en place ce système, dans le but d'étudier la situation dans les différents endroits où ces crèches opèrent.

Stéphanie Anquetil : « La situation est toujours aussi révoltante »

Le député du PTr Stéphanie Anquetil a de nouveau soulevé des questions préoccupantes sur ce sujet lors des travaux parlementaires de mardi dernier. Elle affirme qu'elle ne lâchera pas l'affaire, et estime que la ministre de l'Égalité des genres doit rendre des comptes. Elle se déclare révoltée par la manière dont les autorités gèrent la situation.



« J'espère qu'il y aura des réponses aux questions que je pose à cette ministre, car il faudra qu'elle fournisse des explications sur les mesures prises par son ministère concernant les récents décès de bébés. Malgré tout, je vais rester ferme, car je suis profondément révoltée par cette situation où des bébés subissent de telles épreuves », déclare Stéphanie Anquetil. « Il est regrettable que cette ministre soit à la tête de ce ministère. Il ne faut pas attendre qu'un problème survienne pour que les autorités prennent des mesures », ajoute-t-elle.

En ce qui concerne les crèches illégales qui continuent de fonctionner, elle soutient qu'aucune mesure n'est prise pour remédier à la situation, et estime que la ministre concernée semble désintéressée par ce qui s'est passé. « C'est scandaleux », s'indigne-t-elle. Selon elle, la ministre doit assumer ses responsabilités, car il n'est pas normal qu'étant en charge de la protection des enfants, elle n'agisse pas pour les protéger. Elle considère la situation comme révoltante, et ce n'est pas la première fois qu'elle soulève le sujet, loin de là.

De plus, elle affirme que la faute ne revient pas seulement à l'État, mais également aux parents qui doivent impérativement assumer leurs responsabilités, et ajoute qu'ils doivent effectuer des visites dans les crèches pour s'assurer qu'il n'y ait aucun problème.

Sa maison incendiée

Savitree Khunkhun et sa famille contraintes de rester chez une proche

Depuis l'incendie qui a eu lieu dans leur maison le 15 septembre dernier, leur vie de famille a complètement basculé. Savitree Khunkhun, son époux et leurs deux enfants lancent un appel à la solidarité pour la reconstruction d'un toit décent en attendant d'obtenir l'aide de l'État. Ils habitent Dodo Lane Latapie Road à Bon Accueil, mais sont obligés de vivre chez des proches. Les Khunkhun ont tout perdu dans l'incendie qui a ravagé leur maison.



« Ce jour-là, comme à mon habitude, j'avais un travail à temps partiel et j'y suis allée. Dès que je suis rentrée au travail, j'ai reçu un appel me disant que ma maison avait été incendiée. J'ai dû partir précipitamment et prendre le chemin de la maison », raconte la mère de famille de 41 ans.

Le temps que les pompiers arrivent sur place, tout avait déjà pris feu. La maison, construite en béton, n'était plus la même. Les vitres ont explosé. « On a tout perdu, que ce soient nos lits, nos armoires, nos vêtements et les appareils électroménagers », affirme la quadragénaire, désespérée par la situation.

Il ne lui reste plus rien, tout a été réduit en cendres. Savitree est le seul soutien financier de son foyer. Son époux âgé de 56 ans ne peut travailler car il souffre d'une maladie cardiaque et ne perçoit qu'une pension de la part de la sécurité sociale. De plus, les deux enfants de Savitree ont 15 et 19 ans respectivement. Sa fille fréquente toujours le collège, et son fils vient de terminer ses études. Toutes les fournitures scolaires de sa fille ont été réduites en cendres. Elle est désespérée.

Savitree raconte que c'est la deuxième fois que le feu se déclare dans sa maison. « Deuxième fois ki difé ine prend dans mo lacaz... Premier cout mone kapav teigne difé mais san fois la pan

kapav », lance-t-elle.

La cause de l'incendie demeure toujours inconnue, et la police enquête toujours. En attendant que cela aboutisse, le couple ne dispose pas de moyens financiers suffisants pour reconstruire temporairement sa maison. « Nous nous sommes tournés vers les autorités pour obtenir de l'aide », dit Savitree. En attendant, la famille espère pouvoir compter sur la solidarité des Mauriciens. « Je lance un appel aux personnes qui souhaiteraient nous venir en aide, que ce soit en termes de nourriture, vêtements ou argent », ajoute-t-elle.

Si vous souhaitez aider cette mère de famille en détresse, vous pouvez la contacter au numéro suivant : 58199434. « J'espère que notre appel sera entendu, car nous en avons besoin », conclut-elle avec espoir.

Une Légende du Karaté, Kancho Abdul Kader Ismail, en visite à Maurice

Le président et fondateur de la 'United World Kyokushin Karate Organisation' (UWKKO), Kancho Abdul Kader Ismail, était en visite à Maurice du 11 au 18 octobre à l'initiative du 'Cite Martial Youth Club'. Originaire d'Afrique du Sud, il est très respecté dans le monde des arts martiaux.

Pendant sa visite, Kancho Abdul Kader Ismail a animé des sessions d'entraînement, des ateliers de formation pour les entraîneurs, des séances d'entraînement en plein air, ainsi que des examens pour les ceintures noires. Dans ce cadre, une soirée de récompenses a été organisée et cela a également été l'occasion de le présenter aux acteurs des arts martiaux locaux. Parmi les invités, on comptait plusieurs représentants des fédérations sportives et des athlètes de haut niveau. Lors de la soirée organisée à Cité Martial, ceux qui se sont distingués au cours des dernières années à Maurice dans cette discipline ont également été récompensés.



du karaté. Le *Shihan Hydar Ally Dooky*, avec son équipe dynamique, sera central dans l'essor de cette discipline à Maurice », a-t-il souligné.

Hydar Ally Dooky, le président de la branche de l'UWKKO à Maurice, affirme que « c'est un immense honneur pour nous d'accueillir Kancho A.K. Ismail. Nous avons travaillé sur cela depuis un certain temps, ce qui a été très difficile en raison de la pandémie de Covid-19. Maintenant que c'est fait, cela va être une source de motivation pour tous les adeptes, ce qui permettra de stimuler cette discipline, en particulier au niveau national. Notre projet futur est de consolider nos structures actuelles et d'ouvrir d'autres clubs à travers l'île ».

Avant de prendre l'avion du retour, Kancho a également effectué des visites à plusieurs endroits de l'île. Il a également organisé une séance d'entraînement ouverte au public sur la plage de Péreybere, où les passants ont pu s'initier au 'Kyokushin Karaté'.



Le moment fort de la soirée a été la nomination de Hydar Ally Dooky au rang de Shihan, une distinction qui lui a été octroyée par Kancho A. K. Ismail, signifiant que la personne est désormais un expert en Kyokushin Karaté. Lors de son intervention, Kancho A. K. Ismail a mis l'accent sur la discipline et le travail. « À l'île Maurice, il y a beaucoup de potentiel et de structures sont propices à la progression

Shamirah Golampeer, 30 ans, a besoin de Rs 5.6 millions pour son traitement en Inde



« Aide-moi si zot kapav... », ce sont les mots de Shamirah Golampeer, une mère de famille âgée de 30 ans. Cette résidente de la capitale recherche désespérément l'aide de la population pour pouvoir subir une intervention chirurgicale. Cela fait déjà un mois et demi qu'elle est en Inde, hospitalisée à l'hôpital KIMS pour son traitement.

Dans une vidéo publiée sur Facebook, Shamirah explique qu'elle a besoin de Rs 5,6 millions pour son opération. Elle souffre d'une 'severe pulmonary Hypertension and large Atrial Septal Defect', qui a été détectée il y a quatre ans. « J'ai un trou dans le cœur qui affecte mes poumons », ajoute-t-elle.

Étant mère d'un enfant de 7 ans dont elle a la responsabilité, elle déclare : « J'ai un enfant de 7 ans, et je veux retrouver ma joie de vivre, ainsi que ma vie normale avec mon enfant. Je ne supporte plus de souffrir de cette manière », dit-elle.

Si vous voulez aider Shamirah, vous pouvez faire un don sur le compte MCB-000450748049.

Port-Louis Senior Citizen Council Une cérémonie pour récompenser les gagnants

Le 'Port-Louis Senior Citizen Council' a organisé une cérémonie de remise des prix pour récompenser les gagnants d'une compétition qui a récemment eu lieu au Gorrah Issac Hall. Elle incluait des jeux tels que domino, pétanque, dam, quiz, drama, entre autres. La compétition s'est

niveau national, et l'équipe de Port-Louis a remporté la compétition. Selon notre interlocutrice, l'essentiel était de participer, même si certains n'ont pas pris part aux épreuves. Ceux qui n'ont pas eu la chance de participer seront encouragés à le faire à l'avenir.



déroulée sur plusieurs jours, avec une discipline différente chaque semaine.

Selon Sabera Abbas Mamode, présidente du 'Port-Louis Senior Citizen Council', environ 75 organisations y étaient affiliées, et une trentaine d'entre elles a participé à cette compétition. L'événement a d'abord été organisé au niveau régional, puis au

Lors de cette cérémonie, le député Eshan Juman a évoqué le problème de transport auquel les personnes âgées sont confrontées. La ministre Fazila Jeewa-Daureeawoo, présente à l'événement contrairement au ministre Husnoo et au député Abbas Mamode alors qu'il s'agissait de leur circonscription, en a pris note et a affirmé qu'elle prendrait les mesures nécessaires pour résoudre cette question au plus vite.



Vallée-des-Prêtres

Des manquements décriés

Des chemins mal asphaltés, des grilles de drain métalliques volées, des tuyaux de la CWA endommagés... La liste est interminable. Des habitants de Caro Lalo montent au créneau. Ils déplorent le manque de considération de la part de la Municipalité de Port-Louis concernant leurs plaintes, c'est comme « *dilo lor bred sonz* ».

Sophia Lane

Danger pour les élèves

À Sophia Lane, à Vallée-des-Prêtres, des élèves de trois collèges doivent contourner des grilles volées pour éviter de tomber dans des canaux de 60 cm, tout en risquant de se faire écraser par des voitures sortant de Le Cornue pour rejoindre Bernardin de St. Pierre, Vallée-des-Prêtres – la route principale.

Jaden, un des élèves qui nous a parlé, est en grade 8. Il laisse entendre que la situation perdure depuis plus de 6 mois, et que rien n'a été fait. « *Malgré ki nunn fer recteur kone, linn dir nou ki linn kontakte Municipalité ek nanier pas ankor faire. Ena boku zanfán lekól ki servi sa chemin la. Li danzere, surtou pu bann tifi* », dit le jeune homme.

Toujours à Sophia Lane, chemin adjacent au dépôt de la CWA, un tas d'ordures dégage une odeur nauséabonde. Sulleiman, un habitant de l'endroit, nous fait comprendre que les camions d'ordures refusent de prendre ses 'déchets' et encombrants laissés aux bords de la route. « *Kan dir zot rann enn service ramass salete la, zot dir ki pa zot travay sa !* », déplore-t-il.

Gérard, un habitant de la région laisse entendre que des camions viennent faire de l'*'illegal dumping'*. « *Nounn bizin dir bann camions la arrete vinn ici, nunn dir bann députés l'andrwa la bizin fer enn demars pu remet sa korek, zot vinn zis tir foto kan ena fête !* », martèle ce maçon de 45 ans.



Jessen Chandramudy :

« Aret tini bann habitants en otage pu bann ti proze ! »

Pour ce jeune « *zanfán landrwa* », Jessen Chandramudy, concernant la pagaille entre les élus de la circonscription et la Municipalité : « *Je lance un appel au bon sens, il faut que les députés ainsi que la municipalité cessent de prendre les habitants en otage pour les petits projets comme pour la rue de Julius Coup à Caro Lalo. Il faut qu'ils arrêtent de se renvoyer la balle. On en a marre de cette situation* », martèle-il.



Cité Vallée-des-Prêtres

Un contracteur qui fait la pluie et le beau temps

La situation est pire dans les ruelles de la cité Vallée des Prêtres. Des travaux de tout-à-l'égout laissent les habitants dans la consternation depuis un bon bout de temps. Les routes sont quasiment impraticables et les travaux durent depuis des mois.

Pour les habitants de la cité Vallée-des-Prêtres, le contracteur fait la pluie et le beau temps. Nul ne peut le contester car selon les habitants de la localité, ses connexions avec l'élu

de la circonscription et ministre de l'Énergie sont très fortes. D'ailleurs, lors de notre tournage, les habitants ont eu peur de nous parler par peur de représailles. « *Pa koz ar nou ici, ena caméra pe get nou la ! Bizin al en dehors Vallée-des-Prêtres pu kapav raconter !* »

La lourde machinerie a laissé les chemins dans un piteux état. C'est celui qui mène vers l'école primaire du gouvernement.



Chemin André Capiron

En attente d'être asphalté depuis des années !

C'est dans un chemin menant aux flancs de la montagne qu'on voit l'inaction de la municipalité. Selon nos sources, des conflits entre les élus de la circonscription et la municipalité font que les habitants sont les perdants dans cette histoire. « *Cela fait des années qu'on supplie les députés de faire le nécessaire pour faire asphalté ces rues. Zot nek vinn tir foto apre*

zot pa fer nanier ! », déplorent les habitants.



Democracy Watch Mauritius

Un appel à la paix et la résolution des conflits par négociations

VIVEMENT une vaste mobilisation humanitaire en faveur de la justice et de la paix, **en Palestine, en Israël, en Ukraine, au Soudan.**

Vivement que soit négociée la solution des 2 États, pour que chacun, Israël et Palestine, vive en paix.

Gaza est une crèche entourée de barbelés. Une crèche sous les bombes. La moitié des habitants de Gaza sont des enfants.

L'armée israélienne a déjà largué plus de 6000 bombes. Des écoles, des routes, des maisons ont été détruites. Ce sont des enfants qui courent pour fuir les missiles, des frères et sœurs enfouis sous les décombres. Et si ce ne sont pas les bombes et les balles qui les tuent... l'eau et la nourriture se font rare et les hôpitaux n'auront bientôt plus d'électricité. Toute la population de Gaza est tenue en otage.

Le SG de l'ONU parle d'un potentiel génocide et lance un appel (soutenu par divers chefs d'Etat qui ont visité Israël) en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et des négociations de paix.

Le Hamas a perpétré des atrocités impensables, et détient toujours des otages innocents israéliens. Mais les enfants de Gaza sont également innocents. Nous avons la même responsabilité envers tous les enfants, de chaque côté des barbelés qui les séparent.

Au-dessus des campagnes de préventions, rétablissons le permis à points

Texte : Campagne nationale sur la sécurité routière. Pravind Jugnauth : « La police doit être sans pitié envers les contrevenants » (Défi du 19.10.2023)

Commentaire : Democracy Watch a interrogé à ce propos un motard de notre police, chargé tous les matins de régler un flot ininterrompu de véhicules à un carrefour pas forcément plus embouteillé que les autres, mais pouvant rapidement devenir anarchique et enragé, sans le savoir faire exemplaire de ce motard tellement compétent. À la fin de sa corvée, appelée à se répéter tous les jours et de manière indéterminée, nous lui avons demandé son avis sur les propos tenus par son ministre de l'Intérieur. « *Qu'en pensez-vous ?* », lui avons-nous demandé. En des termes policés, il nous a répondu que la sécurité routière aurait été mieux respectée aujourd'hui, par l'ensemble des automobilistes, si le permis à points n'avait pas été 'politiquement' supprimé, après la prise de pouvoir de décembre 2014.

« *Avant cela, l'automobiliste, risquant une énième contravention et appréhendant le moment où il serait privé de son permis de conduire, pour*

un temps pas démesurément long mais tellement handicapant, tellement mortifiant, s'agenouillait presque, nous suppliant de lui donner une chance, sincèrement disposé à écouter nos explications pédagogiques sur la sécurité routière et la nécessité de respecter scrupuleusement le code de la route. Cela n'excluait pas, le savions-nous, la part du bluff et du repentir hypocrite. Mais dans l'ensemble, on sentait que des automobilistes en grand nombre vivaient alors dans la terreur de perdre, même momentanément, leur permis de conduire, un outil de travail pour beaucoup d'entre eux. Même sur les voies les plus rapides et les plus rectilignes, le respect des limites de vitesse devenait plus rigoureux. Permis à point défalqué, sans doute pour des raisons basement politiques et partisans, le Bal des Chauffards homicides a repris de plus belle. Rétablissez-le et vous reverrez rapidement les bolides les plus rapides ralentir respectueusement devant le premier panneau venu de limite de vitesse ». On ne pouvait pas mieux dire. Avis donc à qui de droit.

Privy Council Judgment - A huge disappointment

In the Democracy Watch Bulletin of the 4th October, we shared our expectation of the Privy Council judgment in the Suren Dayal appeal case. We expressed the view that, apart from determining on the merits of the appeal, the Law Lords would mention important guidelines on best practices on the conduct of general elections in democratic countries.

The much-awaited judgment was made public on the 16th October. The Law Lords were in total agreement with the earlier judgment of our Supreme Court which had rejected the case. After an examination of facts and the relevant legal provisions, they dismissed Dayal's appeal, thus validating the 2019 election of P. Jugnauth and his two colleagues in Constituency no 8.

How was the judgment received here? P. Jugnauth, his government and supporters were wildly jubilant while Dayal and the Opposition supporters, while expressing their respect for the Privy Council, claimed they had a right to analyse and criticise the judgment. The extent of criticism relayed in the media showed that a sizeable part of the population was disappointed at the substance of the judgment

The Law Lords have quoted extensively from the Supreme Court judgment. Fair enough for our judges, but what about other issues of concern regarding the

conduct of truly free and fair elections? They had nothing new to say. Were these other considerations outside the terms of the case? It seems they decided, unlike other learned Commonwealth judges, to restrict themselves only to the diminished grounds of appeal. We should bear in mind that Dayal had only 21 days to gather all the facts, figures and evidence to lodge his case to the Supreme Court.

Poor Dayal went to the Privy Council, thinking that the law lords would at least share their wisdom in such an important matter. There is no value added in the judgement despite the millions already spent by Dayal.



The question therefore arises as to whether we should continue to look upon the Privy Council as our final appeal body. It is a fact that most Commonwealth countries have done away with the Privy Council and have decided, and rightly so, to constitute their own final appeal body. By and large, this is working well. Why can we follow suit and establish such a body from sitting judges, former judges, and even from some renowned Commonwealth legal minds. Why can't we make use of our best resources in the legal field and gradually build a strong reputation here and abroad? Many of our serving and former judges have been appointed on different regional and international Tribunals and Boards and have served with distinction.

Democracy Watch recommends that we could consider moving in that direction, after appropriate consultations at national level.

Le scandale de policiers et autres cadres suspendus à 'perpète'

Texte : Rs 191 millions gaspillées pour 156 policiers suspendus entre 2008 et 2023 (Défi du 21.10.2023)

Commentaire de Democracy Watch : Qu'il y ait, bon an mal an, un certain nombre de policiers suspendus pour diverses raisons et qui doivent pourtant continuer à recevoir leurs salaires car, n'ayant pas été reconnus coupables des méfaits dont leurs supérieurs hiérarchiques les accusent, ils sont encore présumés innocents, soit. Mais

qu'ils soient toujours suspendus et rétribués grâce à l'argent siphonné aux contribuables et consommateurs pendant autant d'années, voilà qui dépasse l'entendement. Nous pourrions faire preuve d'une plus grande compréhension si les statistiques n'étaient pas aussi affolantes et désespérantes. Le coût des rémunérations accordées à des policiers suspendus était encore de Rs 3.5 millions en 2013. Il passe à... Rs 8 millions en 2015, à... Rs 21 millions en 2020 et à... Rs 43 millions en 2021. Ne pousse-t-on pas abusivement le bouchon trop loin aux Casernes Centrales ?

Les policiers ne sont certes pas les seuls fonctionnaires à être suspendus mais toujours rétribués rubis sur ongle à perpète ou presque. Mais on peut comprendre qu'il est malaisé pour un pédagogue, un médecin, un infirmier, de juger et de condamner des collègues, peut-être coupables de malversations ou de négligences professionnelles. Ils sont formés pour enseigner ou soigner, mais par pour enquêter et établir des preuves accablantes incontestables. Peut-on être aussi compréhensifs à l'égard de policiers, du dernier des constables au premier commissaire, formés et entraînés à la chasse aux voleurs, rémunérés pour assurer l'ordre et la paix publique pour notre sécurité à tous.

Que peut valoir une force constabulaire si elle se montre trop accommodante à l'égard des brebis galeuses pouvant la défigurer, au point de saper la confiance qu'une population donnée devrait pouvoir lui accorder aveuglément ou presque ? Qu'en pensent nos rares associations de contribuables et de consommateurs ? Quelle libre entreprise peut se permettre de tolérer si longtemps un panier aussi percé que la rémunération d'employés suspendus à perpète ou presque ? Leurs régulateurs accepteraient-ils pareil scandale financier ?

En pareille circonstance, les seuls coupables ne sauraient être les policiers suspendus mais toujours rémunérés à ne rien faire. Quid de la responsabilité de leurs supérieurs, y compris politiques ?

Une commission d'enquête pourrait aider la population à voir plus clair dans une anomalie pour le moins onéreuse.

DWM Team

La Team de Democracy Watch Mauritius demeure un groupe indépendant et non-partisan. Comme toujours, nous attendons vivement les commentaires, contributions et surtout les critiques de nos fidèles lecteurs. Si vous appréciez notre bulletin, diffusez-le auprès de vos correspondants. Merci.

The Eternal Victimhood Syndrome

Man always complains, grumbles and ends up blaming others for his woes. While human beings are bestowed with the ability to think and have the freedom of choice, they also have an ethical and moral obligation to think positively and strive towards their goals, through the right means that is also bestowed on them.

As a community, over the years, we have played enough of the “blame-game,” making ourselves the “victims” of injustice and oppression by others. It is true that Muslims have suffered and are suffering all types of problems, be it poor economic conditions, educational poverty, socio-economic distress, insecurity and many other woes. But is it fair to blame the others, be it any other community or even the government, for these problems always? Certainly not!

We need to introspect deeply and realize that we are responsible for these problems to a large extent and it is in our hands to take charge of these issues and sort them out ourselves. Being on the defensive all the time, demanding and commanding our share of the pie without working for it puts the community on the threshold of being the ‘takers’ all the time. When are we going to wake up and become ‘givers’?

Success stories of many communities, past and present, reveal that their journey has been marked not by playing the victims, but by positive thinking. There is no way to get out of the tunnel of darkness and into the light other than through cultivating a positive mindset.

Positivity is needed globally by our community. Like everyone else, Muslims can do a world of good for themselves and for others by adopting a positive attitude in all aspects of life. This is how they can rise out of the mess that they collectively find themselves in, across the world. Educational progress, employment opportunities and even spiritual growth are possible for Muslims if they stop brooding about the past and begin to live in the present while cultivating a balanced, moderate and positive approach to handling all the issues that confront them.

It is really hard to find positive news about Muslims in the media today. There is no need to blame others for this. It's Muslims themselves, who need to reflect and introspect why this is so. It's high time they came out of the seemingly safe shell of the blame-game and worked harder to rise higher in all sectors of society and not by reacting violently and responding aggressively.

Why blame the West, East, South or North? Why be anti or against other faiths or religions? Why always be on the defensive? Why not learn to respect and learn from good practices from others, like gentle manners, punctuality, honesty, hard work? Why not also recognize and appreciate the values that other religions also stand for, such as compassion towards all creatures of God, modesty, and humility?

The deeper the Muslim community drowns itself in self-pity and the victimhood syndrome, the deeper it will fall into the well of darkness. We should remember that God helps those who help themselves, not those who do not do anything at

all to reform their lives.

Muslims can build a bright future if they reach out to the world by becoming an asset for others, including through engaging in social work in all fields, setting up organizations for the vulnerable, setting up good quality schools and organizations that protect the environment and list is almost endless! And such initiatives should aim to help people irrespective of their religions.

If Muslims are busy being socially-engaged in positive activities of reaching out to others, they'll discover that they have absolutely no time to get into negativity and play blame games and wallow in self-pity.

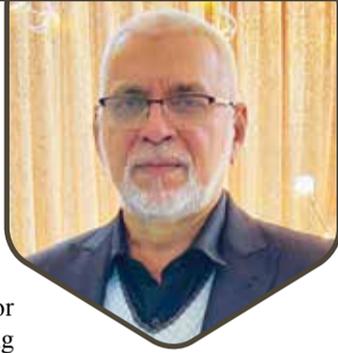
Prophet Muhammad (saw) had to face many trials and tribulations while on his mission to convey God's messages, yet he did not go into negativity or blame anybody for any situation. His strong faith and trust in God took him through all the difficulties that he faced. From mending his own clothes at home to setting up a society based on moral values - the Prophet personified positivity...

As citizens of this country, Muslims have many duties towards nation-building. At many seminars, conferences and meetings, most of the time we go back to the past, narrating events of how Muslims ruled the world for centuries, but we cannot live in the past. Then, we love to point fingers at other's faults, and how we have been wronged by others, without bothering to look at our own flaws.

Let us shake out of the glories of the past and look at the ground realities today in the country and the world. The community has resources, the means and the manpower to handle issues of poverty, education and unemployment. It is just that we want to sit in our 'comfort zone', expecting others to do all the leg work and hand over the goodies to us on a silver platter.

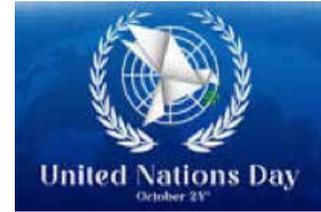
It is a matter of reaching out to everybody and opening our hearts to all, irrespective of caste, community, gender or class. Let us work towards building institutions that help everybody, take lessons from the way other communities are working towards making life brighter and better for society, and also come out of the 'eternal victimhood syndrome' in which we are trapping ourselves, as this is a major obstacle in our path to peace and progress.

We have only this time, and it is up to us how we make best use of this to introspect, cleanse ourselves and take charge of our lives, individually and collectively as a community, for the betterment of our own selves and that of the nation and the world.



By Bashir Nuckchady

“In a world at war, in Israel/Palestine, in Ukraine/Russia, in Sudan, we need even more the UN for helping to bring peace. ALL SUPPORT from ALL for the UN to help achieve peace.”



Secretary-General's message on United Nations Day, 2023

The United Nations is a reflection of the world as it is – and an aspiration of the world we know it can be.

It is our responsibility to help build that world of peace, sustainable development and human rights for all.

I know we can do it. The Charter of the United Nations – which entered into force 78 years ago today – points the way.

Above all, it is rooted in a spirit of determination to heal divisions, repair relations, and build peace.

To expand opportunities, and leave no one behind.

To ensure justice, equality and empowerment for women and girls.

To provide life-saving relief to those in need.

And to be flexible enough to address challenges that did not even exist when the UN was born – from the existential climate crisis to the perils and promise of artificial intelligence.

The United Nations is guided by timeless values and principles, but it must never be frozen in time. That is why we must always keep strengthening ways of working and applying a 21st century lens to all we do.

On this United Nations Day, let us commit with hope and determination to build the better world of our aspirations.

Let us commit to a future that lives up to the name of our indispensable organization.

We are a divided world. We can and must be united nations.

■ By : Michael Atchia, AFICS-Mauritius 24.10.2023

THE TRAIN

On a cold and freezing evening,
Looking at the sky, no hope of raining,
I looked at my watch quietly,
Realizing it lay motionless silently,
I had no other choice than to wait patiently.

The hustle and bustle of the city,
Makes it a perfect picture of being flitty,
Some emotionless faces, tired of the hectic day,
While others looking at the monthly bills to pay.

I heard from far, someone's shout,
That it won't rain above the clouds.
A long pause waiting for the train,
When I hear someone consoling another's pain.

Finally, the whistle of the train can be heard,
Giving the feeling of a melodious sound of a bird,
Lapping the miles and tasting up the valleys,
It feels as if a match reaches its finale.

The train takes all the passengers as last survivors,
Dry and pale skin, as they look drained as mere observers.
Finally the rain falls down the skies,
Perhaps to soothe the pain of all the cries.

The train being the last hope to carry their lifeless shape,
Cocooned inside all the passengers, feeling relieved of
such an escape.

■ Gita Ramessur

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Conférence sur la prévention de l'avortement à risque et des grossesses précoces et non désirées



La 'South Africa for AIDS' (SAfAIDS) a organisé une conférence de deux jours à Johannesburg, les 17 et 18 octobre 2023.

Seuls les chefs religieux et traditionnels régionaux, les plaidoyers politiques et de dialogues sur la prévention de l'avortement à risque et des grossesses précoces et non désirées chez les adolescentes et les jeunes femmes de la région de la SADC ont été invités à assister à ladite conférence.

Le Secrétaire du Conseil des Religions (CoR), M. Bashir Nuckchady, a assisté à la conférence qui eut lieu au Centre de conférence de l'hôtel Protea O.M. Tambo.

Les objectifs de la réunion étaient les suivants :

- Renforcer la capacité des chefs religieux et traditionnels à exploiter les connaissances et les compétences pour plaider en faveur d'un environnement politique résilient en matière d'avortement sûr et de prévention de 'Early and Unintended Pregnancy' (EUP).
- Les chefs religieux et traditionnels s'engagent à soutenir l'éducation sexuelle complète et le plaidoyer en faveur de l'avortement sans risque pour les adolescentes et les jeunes femmes par la mise en œuvre de la feuille de route régionale pour prévenir l'avortement à risque et les grossesses précoces et non désirées EUP.

Avant la réunion, le ministère de la Santé et du Bien-être et la MFPWA ont été contactés pour obtenir des données précises, des informations, des politiques, des plaidoyers et une vision de ces deux institutions qui s'occupent de ces questions. Mme Vidya Charan, la directrice de la MFPWA, a été d'une aide précieuse en partageant ses contributions.

Chaque pays de la SADC a sa propre législation et politique en matière d'avortement. Dans certains pays, les dispositions relatives à l'avortement

légal et sûr sont limitées, et lorsqu'il existe des cadres juridiques, ils ne sont souvent pas parfaits, ou leur mise en œuvre est entravée. 14 des 16 pays de la SADC ont mis en place des politiques restrictives, ce qui peut rendre difficile l'accès à des services d'avortement sûrs.

Le secrétaire du CoR a souligné que le gouvernement mauricien considère que la mauvaise santé sexuelle et reproductive est souvent concentrée chez les groupes vulnérables, notamment les adolescents, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les personnes ayant des identités de genre différentes, et peut perpétuer des inégalités substantielles en matière de santé. Afin d'endiguer les problèmes d'avortement à risque et de grossesses précoces et non désirées chez les adolescentes et les jeunes femmes, le gouvernement a mis en place le 'National Sexual and Reproductive Health Implementation Plan 2022 – 2027', avec les objectifs spécifiques suivants :

- 1 : Donner à toutes les personnes les moyens de prendre des décisions éclairées concernant leur santé sexuelle et reproductive, et veiller à ce que leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive soient respectés, protégés et réalisés.
- 2 : Améliorer l'accès à des services complets et intégrés de soins et de traitement en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs à toutes les étapes de la vie.
- 3 : Faciliter l'accès à des services de 'Sexual and Reproductive Health and Rights' (SRHR) respectueux et sans jugement pour les groupes prioritaires et vulnérables.
- 4 : Renforcer le système de santé pour fournir des services intégrés de SRHR au niveau le plus bas du système dans le domaine de la santé.

- 5 : Promouvoir l'engagement multisectoriel et la responsabilité partagée pour une prestation de services durable et fondée sur les droits.

Une mauvaise santé sexuelle peut avoir des effets négatifs sur les individus et la société. Les infections sexuellement transmissibles (IST) et les grossesses non désirées peuvent avoir des répercussions durables sur les personnes et sur l'économie locale de la santé et des services sociaux. Une mauvaise santé sexuelle peut également entraîner des coûts substantiels pour la société dans les domaines de la santé, du logement, de l'éducation et des services sociaux. L'accès à l'information, au soutien et aux services de santé sexuelle est essentiel pour permettre à chacun de poursuivre une activité sexuelle plus sûre et plus saine, tout en évitant les grossesses non désirées et les IST.

Cependant, l'avortement reste illégal à Maurice. Mais suite à des amendements à l'article 235 du Code pénal mauricien, l'avortement n'est autorisé par ordonnance du tribunal que pour quatre motifs :

1. Risque pour la vie ;
2. Risque pour la santé physique et mentale ;
3. Anomalie fœtale sur l'avis de médecins spécialistes ; &
4. À la suite d'un viol ou d'une relation sexuelle avec un mineur, lorsque le cas est signalé à la police ou à un médecin.

Cependant, très souvent, nous entendons dans les nouvelles que des femmes ont interrompu leur grossesse volontairement, soit avec l'aide de médecins, soit avec des médicaments pris par elles-mêmes. Souvent, les avortements clandestins causent plus de tort que de bien. Certains médecins ont même été arrêtés et de nombreuses femmes ont perdu la vie.

Diverses religions à Maurice s'opposent fermement à la légalisation

de l'avortement, car elles maintiennent le droit absolu et le respect de la vie du fœtus. En tant que simple être humain, nous n'avons pas le droit de mettre fin à une vie. Accepter l'avortement contribuerait tôt ou tard à l'érosion des normes morales de notre société. De plus, beaucoup prétendent que se débarrasser d'un fœtus peut entraver à jamais la fertilité d'une femme qui ne peut plus rêver de maternité.

D'un point de vue religieux, les mesures suivantes peuvent certainement ouvrir la voie à l'accès des femmes et des adolescentes à l'avortement sécurisé et à la santé sexuelle et reproductive (SSR) et aux droits reproductifs (RD) :

- Pas de sexe, en dehors de la sainteté du mariage,
- Abstinence à la place des rapports sexuels non protégés,
- L'éducation sexuelle est obligatoire pour les adolescents dans les établissements d'enseignement,
- Les communautés religieuses sont les institutions civiles les plus importantes et les mieux organisées au monde, revendiquant l'allégeance de milliards de personnes au-delà des divisions raciales, de classe et nationales.

Par conséquent, il leur incombe également de mener une campagne de sensibilisation agressive sur la question de l'avortement sans risque en tant qu'engagements en matière de droits de l'homme.

Plus vite la masse adhèrera à ces recommandations, moins nous aurons de cas d'avortement à traiter.

Dans ses remarques finales, la Directrice Exécutive de 'SAfAIDS Regional', Mme. Rouzeh Eghtessadi (MPH), a déclaré qu'en raison de la spécificité des îles de l'océan Indien, SAfAid envisage de mettre en place un hub spécialement pour les quatre îles suivantes : Maurice, Comores, Seychelles et Madagascar.

■ Bashir Nuckchady

Palestine-Israël : Bilaad-us-shaam et le Khorasan bientôt réunis ?



Selon les références eschatologiques (science de la fin des temps) de l'islam, nous savons tous qu'au summum de l'oppression, notre Imam Mahdi (que la Paix soit sur lui) émergera de la grande région dite du Bilaad-us-shaam, territoire couvrant la Syrie, Le Liban, la Jordanie et La Palestine actuelle. Le fameux hadith (source Hakim) a prédit que : « Quand vous verrez les pavillons noirs sortir de la région de Khorasan, empressez-vous de rejoindre cette armée, car elle sera l'armée de l'Imam Mahdi et elle sera victorieuse ». La proclamation de l'Imam précédera la deuxième venue de Isa (que la Paix soit sur lui) - Jésus, dont l'une des missions principales sera d'exterminer l'antéchrist, communément appelé le Dajjal (l'imposteur) - qui est attendu comme le messie par les juifs ! S'ensuivra une ère de paix que la planète n'aura jamais connue. Mais avant cet état de 'justice planétaire', il y aura la Malhama Al Kubra, la plus grande bataille (l'Apocalypse/Armageddon) qui éliminera 99 des 100 combattants et la majorité de la population mondiale ! Essayons d'analyser cet épisode actuel de l'occupation illégale de la Palestine par Israël, d'un point de vue spirituel et géostratégique.

D'abord, comment le saint prophète (que la Paix soit sur lui) nous a-t-il avertis ? « Quand Jérusalem prendra la place centrale (Politique Internationale), Yathrib (Madina)

sera en ruines (ne sera pas sous les feux de l'actualité), la Malhama Al Kubra (la Grande guerre) aura lieu quand la Malhama aura lieu, vous allez conquérir Constantinople, et après cette conquête, le Dajjal fera son apparition en personne ».

Allah Seul détient la connaissance de l'avenir, mais depuis l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine, et la guerre déclenchée par Israël suite aux attaques brutales du Hamas le 7 octobre dernier, beaucoup d'experts militaires et politiques n'ont cessé de parler de 3ème Guerre Mondiale. Ce hadith, ainsi que les autres qui y sont connectés, déroulent une séquence très précise des événements dans cette région du monde.

La menace nucléaire a été un sujet évoqué à maintes reprises pendant le conflit russo-ukrainien. Et avec l'embrasement potentiel du conflit actuel en Israël, avec une participation potentielle de l'Iran et d'autres puissances régionales, le risque nucléaire revient encore une fois sur le tapis. C'est un deuxième "foyer" de conflit militaire qui vient d'être ouvert, et avec les tensions entre la Chine et

Taiwan et l'ingérence des Etats Unis - un troisième foyer de guerre est en gestation - alors que les tensions entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont apaisées.

La récente attaque du Hamas le 7 octobre en Israël a pris de court le monde entier, de par sa brutalité, sa technicité, et par son mode opératoire - basé sur une préparation de longue



haléine, mais aussi par sa capacité à "duper" l'appareil d'Intelligence Artificielle, socle dit inébranlable des services de renseignements israéliens, réputés pour être sans faille.

Que doit-on en penser ? Est-ce que c'est encore une opération "false-flag" de la part d'Israël, avec le soutien du Mossad, pour arriver à

atteindre d'autres objectifs politiques sur le conflit actuel et éliminer une fois pour toute la solution de deux États ? Ou est-ce un piège tendu pour inciter le Hezbollah à attaquer à partir de la frontière nord avec le Liban, et ainsi forcer une intervention militaire directe de l'Iran - pour conduire une opération militaire maintes fois planifiée contre l'Iran pour éliminer

une menace nucléaire potentielle mettant en péril l'existence d'Israël ? Est-ce que c'est un plan voulu de la part du Hamas pour faire dérailler le processus de "normalisation" de l'Arabie Saoudite avec Israël en ratifiant les Accords d'Abraham ? N'est-ce pas également une opportunité pour les Etats-Unis de renforcer leur présence au Moyen Orient, après une perte de vitesse suite à l'évolution rapide du regroupement des pays

du Moyen Orient autour de la Chine et de la Russie... Peut-être ne saura-t-on jamais la vérité, car ce sont les intérêts des "stakeholders" qui importent en matière de géopolitique. Chacun a des agendas secrets !

Autre dimension. La survie politique interne de Netanyahu en Israël était dans la "balance" suite aux projets de réforme du judiciaire avec un but

de contrôle totalitaire, ainsi que des cas de corruption qui ont affaibli sa position politique. Cette montée de tension suite à l'attaque du 7 octobre a nécessité la constitution d'un gouvernement d'union nationale qui repousse de quelques temps son recul politique... A qui profite le crime, telle est la question qu'on pourrait se poser ?

Essayons aussi de prendre du recul et d'avoir une *'bigger picture'* du contexte géopolitique mondial dans lequel se situe ce conflit, qui a débuté en 1948 avec la création de l'Etat d'Israël (La Nakba- Catastrophe) et le déplacement de 700,000 Palestiniens vers la West Bank et la bande de Gaza.

Les médias internationaux se focalisent sur le Hamas pour justifier l'attaque soutenue de la bande de Gaza. Il est important de situer dans le temps les malheurs qui se sont abattus sur le peuple Palestinien depuis les 75 ans passés. Trois générations d'exactions, d'oppressions, de déplacements en masse vers des camps de concentrations, de tueries régulières, d'emprisonnement d'enfants innocents, de coupures d'eau, de confiscations de terrains, d'évacuations forcées des maisons palestiniennes au profit des colons juifs, de non-respect des résolutions de l'ONU – tout cela constitue des actions illégales aux yeux de la Loi Internationale. Il ne faut pas oublier aussi que le Hamas et l'extrême droite israélienne sont des alliés circonstanciels, car les deux parties ne veulent pas d'une solution paisible et de la création de deux États qui vivent en paix !

Mais la réalité géopolitique est que depuis le départ humiliant des USA d'Afghanistan en août 2022, après 20 longues années d'occupation, l'hégémonie américaine est entrée dans une phase de net déclin. L'opération spéciale de la Russie en Ukraine, qui oppose 50 pays occidentaux à la Fédération de Russie, a également érodé l'influence des Etats-Unis ainsi que de l'Europe - car toutes les vagues de sanctions n'ont pas eu les effets négatifs escomptés sur l'économie de (guerre) de la Russie. Toute réussite militaire et politique de l'Ukraine s'amenuise de jour en jour, même avec le flot de soutien militaire accru des puissances occidentales.

C'est plutôt le contraire qui s'est produit avec une hausse des prix de l'énergie, ainsi que des taux d'inflation soutenus en Europe. Ce conflit a également rapproché la Chine de la Russie, et récemment de la Corée du Nord : toutes des puissances nucléaires. Une série de nations se sont ainsi alignées

en ne condamnant pas directement la Russie pour cette invasion. Une configuration multipolaire a émergé avec l'expansion du Global South et l'entrée de nouveaux membres dans le bloc BRICS suite au sommet tenu en Afrique du Sud : l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. Avec la médiation de la Chine, les deux "géants" rivaux régionaux de l'ouest asiatique, l'Arabie Saoudite et l'Iran, ont enterré la "hache de guerre". Le processus de dédollarisation est bel et bien en marche, avec des flux commerciaux croissants au sein des pays BRICS+ et des modes de paiement en dehors du dollar. Avec l'intention de lancer une devise BRICS+ rattachée à l'euro, le déclin de la

aussi dit que la souffrance que subit le peuple Palestinien est ressentie profondément dans les cœurs des musulmans du monde entier - alors que les Etats (Arabes), eux, tardent à agir de façon décisive... La Chine et la Russie ont réclamé avec force un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture urgente de corridors humanitaires.

Récemment, les manifestants Palestiniens de la West Bank ont brandi des posters de Poutine et de Kim Jong Un, qui peut-être représentent pour eux une lueur d'espoir, car la rhétorique occidentale est nettement en faveur d'Israël !

Les peuples du monde entier se révoltent par centaines de milliers contre cette impunité accordée par

en scène de façon plus prononcée pour désamorcer cette grave crise. Car ces pays représentent une alternative crédible avec une cohésion de plus en plus forte, proposant une autre manière de gérer le monde ! Militairement parlant, le risque d'embrasement est très réel si les opérations de Tsahal se confirment sur Gaza...

Mais il se peut aussi que Mohammed Bin Salman (MBS) de l'Arabie Saoudite détienne les clefs de cet imbroglio géopolitique-militaire ! Si Netanyahu veut vraiment normaliser sa relation avec le peuple saoudien, MBS lui imposera très certainement la fameuse solution de deux États, qui est évoquée depuis des décennies mais qui a déraillé à maintes reprises.



domination économique et financière des États-Unis va s'accélérer.

Il faut ajouter à cela le net recul de la France et l'émergence de la Russie et de la Chine en Afrique. Ainsi l'hégémonie américaine et la mainmise de l'Europe sur les pays en développement ont pris des coups successifs.

Au sujet de la "Guerre" déclarée par Israël à la Palestine, la Chine et la Russie sont sur la même longueur d'onde, car étant des alliés de longue date de la cause palestinienne. Tous deux soutiennent la solution à deux États. Le Ministre des Affaires Etrangères de la Chine, Wang Yi, a récemment déclaré que " les actions d'Israël ont dépassé le cadre de l'auto-défense " et a exhorté Israël "à cesser la punition collective infligée à la population civile de Gaza". Poutine a pour sa part exprimé sa sympathie pour les Palestiniens, tout en blâmant l'Union Européenne pour sa politique au Moyen Orient, qualifiée "d'exemple vivant d'échec" ! Il a

l'Occident à Israël pour agir de façon disproportionnée. Ce qui se passe est simplement un génocide doublé d'un nettoyage ethnique palestinien avec la bénédiction du monde occidental et la complicité des médias internationaux. L'intention de l'armée israélienne, en donnant des instructions aux habitants de Gaza de se déplacer vers le sud, vers l'Égypte, vers le Sinai, est de « nettoyer » ce territoire de leurs populations d'origine afin de l'occuper. Tuer un maximum d'enfants et de jeunes forme partie intégrale de cette « boucherie » ! L'intention d'annexer cette zone a été ainsi évoquée. Est-ce que les pays musulmans vont laisser une telle tragédie jouer sous nos yeux, sans aucune impunité ? Jusqu'à ou les pays imbus de justice vont-ils laisser une telle atrocité se passer sous leurs yeux sans lever le petit doigt ?

Il ne serait pas étonnant que dans les jours et les semaines qui suivent la Russie, la Chine, le Qatar et l'Arabie Saoudite entrent

Ce serait aussi une occasion en or pour MBS de se positionner comme un champion de la Paix Globale, de rentrer dans l'Histoire par la grande porte et de redorer son blason vis à vis de la Ummah internationale également.

Seul Allah le sait et nous nous en remettons à Lui. Entre temps, nous devons nous efforcer de prier de façon continue et intense, car le sang de nos frères et sœurs Palestiniens est sacrifié tous les jours pour protéger la frontière de notre Ummah contre l'Oppression - jusqu'à ce qu'apparaisse l'Imam Mahdi - qui est le seul habilité et autorisé à établir la Justice par la Volonté Divine...

■ Ashraf Oozeerally

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

La puissante propagande israélienne tourne à plein régime

Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose. La machine de guerre de la propagande israélienne est à l'œuvre. Elle peine toutefois à justifier sa stratégie de colonisation, d'apartheid et de punition collective menée à Gaza. Même l'opinion publique en Israël n'est pas dupe.

Dans la guerre de l'information qui fait rage, c'est David contre Goliath. Sans toutefois qu'aucune garantie du même dévouement que dans la fable biblique ne soit permise. Loin s'en faut. Les combattants palestiniens de Hamas ne disposent des mêmes outils et des mêmes financements que la puissante armée israélienne et ses services des renseignements. Qui plus est, ces derniers bénéficient d'une écoute plutôt complice de la part des médias et des agences de presse européennes et américaines, principales sources d'informations pour toute la planète, et qui mélangent allègrement faits, parti pris et propagande d'une façon digne de Goebbels. Les Palestiniens qui tombent sous le tapis de bombes sont totalement déshumanisés et qualifiés de morts alors que les Israéliens sont des victimes civiles - femmes enfants et personnes âgées - de l'agression du Hamas.

Pour leur part, les quelques chaînes de télévision arabes, Al-Jazeera par exemple, se démènent pour assurer une couverture la plus proche possible de la sombre réalité sur le terrain, craignant d'être cataloguées comme étant proches du Hamas. Une quinzaine de leurs journalistes tués par des bombes israéliennes à Gaza sont considérés comme des victimes collatérales. Reporters sans frontières et d'autres organisations professionnelles de journalistes censées défendre le droit de faire leur travail se sont contentées de publier des communiqués de presse peu énergiques déplorant les victimes.

Disculper Netanyahu

A présent, les services des renseignements israéliens mènent une subtile propagande et tentent de faire avaler l'idée d'un ratage de leur part. Car même la population israélienne exige des explications sur comment l'une des plus puissantes, des plus formées, des plus équipées et des plus sophistiquées armées au monde n'a pas vu venir les événements de ce 7 octobre. La question est pertinente dans la mesure où elle sait qu'Israël ne laisse même pas passer une mouche de Gaza à son territoire. Des voix d'élèves et demandent si le gouvernement de Benjamin Netanyahu n'a pas sacrifié sa propre population pour justifier sa féroce campagne militaire et poursuivre le projet de raser Gaza en vue de construire le Grand Israël. Les plus hauts responsables militaires ont même déclaré qu'ils iront jusqu'au bout de leur mission, et que les vies des otages israéliens détenus par le Hamas et celles de la population civile à Gaza n'avaient pas d'importance. A présent, le gouvernement israélien ne montre pas de plan de sortie de la crise actuelle. En effet, que se passera-t-il lorsque l'armée israélienne finira sa campagne terrestre à Gaza ? L'annexion totale ?

Alliés de toujours d'Israël, les États-Unis se sont chargés de blanchir et soutenir le gouvernement de Benjamin Netanyahu. Dans un document secret mais qui a été subrepticement filé à plusieurs médias européens et américains, Washington a fait part à ses alliés britanniques, français et allemands les raisons du ratage du 7 octobre. Dans son édition du 25 octobre, Le Monde affirme que le document met en lumière les limites des services israéliens de renseignements et de la surveillance technologique, ajoutant que le Hamas était lui-même surpris de l'ampleur de

son agression qui a fait 1400 morts, sans parler des blessés et des otages. Pour la petite histoire, le rapport américain dément l'existence d'une complicité entre Hamas, le Hezbollah libanais et l'Iran. Mais il disculpe aussi le Mossad et le Shin Beth, les services d'espionnage à l'intérieur et à l'extérieur, en disant qu'ils n'ont infiltré que la branche politique de Hamas, et non la branche militaire. De toute évidence, cette opération américaine ne sert qu'à dissiper les doutes sur la possible responsabilité du gouvernement israélien concernant les agressions du Hamas le 7 octobre.

La question de cette responsabilité, notamment celle de Benjamin Netanyahu, n'est toutefois pas close. La pression monte sur le chef du gouvernement à Tel Aviv, et dont le silence devient de plus en plus assourdissant dans le pays. C'est dans ce contexte qu'il a concédé dans la soirée du 25 octobre qu'il devrait aussi « rendre des comptes » sur les défaillances



sécuritaires ayant permis l'attaque du Hamas le 7 octobre. « Nous examinerons en détail jusqu'au bout sur ce qui s'est passé, les défaillances seront examinées et tout le monde devra rendre des comptes, moi aussi. Mais tout ça se déroulera après la guerre », a-t-il dit. Une guerre qui fera inévitablement des milliers d'innocentes victimes en Israël et à Gaza, et construite sur un mensonge ? Comme la guerre en Irak faite sur la base d'accusations farfelues selon lesquelles Saddam Hussein avait accumulé des montagnes d'armes de destruction massive ?

Joe Biden blanchit Netanyahu

Le bombardement de l'hôpital Al-Ahli Arabi de Gaza le mardi 17 octobre qui a fait entre 200 et 500 morts, selon les sources, continue à l'objet d'une propagande à large échelle. Dans ce jeu-là, les Israéliens ont pris les devants sachant que les images d'une telle tragédie ne pouvaient pas laisser l'opinion publique, y compris en Israël, insensible. Il leur fallait donc renverser la vapeur et faire apparaître Hamas comme le responsable du crime. C'est ainsi que les premiers tweets d'autocongratulation par rapport à la destruction de l'hôpital ont été hâtivement effacés et depuis lors, mille manœuvres sont menées pour jeter la responsabilité sur un missile raté de Hamas.

La sale besogne a été menée en premier par nul autre que le président américain Joe Biden, venu à Tel Aviv en signe de solidarité avec Israël. Il lui a suffi de dire que selon les renseignements américains, il y avait de quoi imputer le massacre non pas à l'armée israélienne, mais au Hamas. Nonobstant le fait que son armée de l'air pilonne Gaza depuis bientôt trois semaines de façon indistincte et les infrastructures civiles, y compris hôpitaux, et écoles.

Les paroles d'un président américain compte. Mais l'intox ne s'est pas arrêtée là. Plusieurs agences d'analyses militaires et de géolocalisation ont été recrutées dans les capitales occidentales pour confirmer la culpabilité de Hamas. Sans doute en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes, ces derniers ont bien joué le jeu. C'est ainsi que « preuves » à l'appui, la propagande pro-israélienne a été déversée aux quatre coins du monde par des médias acquiesçants.

Cent jours pour le voleur, un jour pour le maître. Des couacs sont parfois inévitables dans les opérations mensongères, et viennent révéler les complicités. Le grand et influent quotidien américain Wall Street Journal apparaît ici comme le parangon de la tricherie. Dans son édition du 20 octobre, il étale, cliché à l'appui, la MK-84, bombe de fabrication américaine, qui a frappé l'hôpital Al-Ahli. « Téléguidée par une technologie de haute précision, elle est

la plus grande dans la famille des MK et pèse environ 950 kilos », précise le quotidien.

Mais voilà. Entre-temps, la propagande a adopté une autre stratégie. Et ainsi, comble de la mauvaise foi, le même journal a affirmé deux jours plus tard que des analyses menées par ses propres experts montrent que le missile meurtrier a été tiré par Hamas. Pas un mot sur le fameux ML-84 !

Le faux scoop macabre

Un autre cas d'intox est hélas trop bien connu. Il concerne la quarantaine de nourrissons qui auraient été décapités et mutilés à Kfar Aza par les fous du Hamas, ce fameux 7 octobre. Le tweet « 40 babies murdered » posté par l'armée israélienne a été vu sept millions de fois. Or, le service CheckNews du quotidien français Libération est revenu sur cette information qui a été relayée en première instance par la correspondante anglophone d'i24news Nicole Zedeck, en direct depuis le kibboutz. Elle décrit l'horreur. La chaîne d'informations poste elle-même sur X (Ex-Twitter) « About 40 babies were taken on gurneys..Cribs overturned, strollers left behind, doors left open wide » Ce jour-là, Nicole Zedeck flambe sur le petit écran. Elle a un scoop macabre, crée l'émotion et fait pleurer le monde. « Certains d'entre eux ont eu la tête coupée, il dit qu'il n'a jamais vue de tels actes de brutalité », affirme la journaliste en citant David Ben Zion, un militaire israélien.

C'est plus tard que la journaliste Nicole Zedeck avouera qu'elle n'avait elle-même pas vu le lieu du crime. « Des soldats m'ont dit qu'ils pensaient que 40 bébés/enfants avaient été tués... ». L'armée israélienne n'a pas elle-même confirmé officiellement l'information macabre, mais le message par rapport à la brutalité du Hamas est bien passé. A partir de là, l'armée

israélienne pouvait détruire Gaza. Fact Check de Libération ajoute : « Sur CNN, un porte-parole de Tsahal a évoqué des atrocités, mais a affirmé ne pas encore pouvoir confirmer ces décapitations dont il est beaucoup fait état. » Il n'est pas du tout question ici de nier le sort de 1400 Israéliens, pour la plupart des civils, qui ont été tués le 7 octobre.

Les Palestiniens et leurs sympathisants inondent les réseaux sociaux

Maître de la propagande, Israël agit aussi au grand jour. Dans son édition du 19 octobre, Le Temps de Genève raconte comment Israël a eu ouvertement recours à YouTube sous forme de publicités payantes pour justifier sa puissance de feu qui tombe sur Gaza. « Le Hamas, une vicieuse organisation terroriste, a assassiné plus de 1300 innocents israéliens. » Le clip où l'on voit défilé les victimes du 7 octobre dure 30 secondes. Il s'adresse aux États-Unis ainsi qu'aux cinq pays européens où un grand nombre de personnes et d'associations s'oppose à la terreur déclenchée sur Gaza, et termine par « Stand with Israël ».

« C'est ce qu'on appelle de la propagande blanche », explique David Colon, spécialiste en la matière et professeur d'histoire à Sciences-Po Paris, au Temps. Elle ne cache ni son origine israélienne, ni sa nature. Encourager une vision favorable du pays et de son action. Il y a une longue tradition en Israël de collaboration entre les différents services et notamment entre l'armée et le ministère des Affaires étrangères au sein d'une stratégie de communication que l'on appelle la « Hasbara ». Il s'agit d'expliquer au monde la situation telle qu'elle est perçue par Israël et sa population.

Les propagandistes israéliens occupent les réseaux sociaux toujours dans le but de justifier la punition collection menée à Gaza depuis le 7 octobre, et de montrer que le Hamas n'est qu'une « vicieuse organisation terroriste ». Selon Politico.eu, média en ligne qui couvre l'actualité politique et économique en Europe, le ministère israélien des Affaires étrangères a financé pas moins de 75 messages publicitaires allant tous dans le même sens. Le journal note que Google a refusé une trentaine de clips exploitant des images de scènes sanglantes.

Sur ce registre, les Palestiniens, mais aussi toute une communauté d'internautes de toutes les nations, y compris Israël, qui ne supportent pas la propagande du gouvernement israélien, inondent les réseaux sociaux avec leur propre version des faits. La plupart d'entre eux tient à rappeler que le conflit n'a pas commencé le 7 octobre, comme le veut faire croire la propagande israélienne, mais dure depuis 75 ans. Il relate aussi les faits de la colonisation, du système d'apartheid et de la plus grande prison à ciel ouvert que constitue Gaza.

Historiens, analystes politiques, organisations de défense des droits de l'homme dénoncent les crimes de guerre qui consistent à priver Gaza de vivres et de médicaments. Il y a quelques jours, un appel de l'ONU qui a été largement diffusé sur les réseaux sociaux, demandant de ne pas inclure le riz et des lentilles dans l'aide humanitaire a choqué le monde. Pour cause, l'eau manque pour les faire bouillir.

■ Ram Etwareea

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

OFFICIEL : Sandro Tonali suspendu 10 mois, il manquera l'Euro

La Fédération italienne de football (FIGC) a pris la décision de suspendre dix mois Sandro Tonali suite à l'affaire des paris sportifs illicites dans laquelle il était impliqué. Le joueur de Newcastle ne disputera donc pas l'Euro 2024.

Comme annoncé mercredi après les révélations de la 'Gazzetta dello Sport', Sandro Tonali écope d'une suspension de 10 mois après avoir parié sur de nombreux matchs de football, notamment de ses propres équipes, lors des dernières années.

La Fédération italienne de football (FIGC) précise que le joueur devra également réaliser huit mois de «mise à l'épreuve» et recevra un suivi médical pour addiction aux paris.

Devenu le joueur italien le plus onéreux de l'histoire en rejoignant Newcastle pour 64 millions d'euros, Tonali, 23 ans, a été suspendu plus longtemps que Fagioli, milieu de terrain de la Juventus sanctionné lui de sept mois sans compétition le 17 octobre.

Circonstances aggravantes, l'international italien a en effet parié sur des matches de Brescia (2017-20) et de l'AC Milan (2020-23) quand il portait le maillot de ces deux équipes, en pariant toutefois toujours sur des victoires de ses clubs.

Sa saison est donc d'ores et déjà terminée, lui qui avait disputé quelques minutes de jeu mercredi en Ligue des champions lors de Newcastle-Dortmund. Les 'Magpies' ne devraient pas payer son salaire



jusqu'à son retour en août 2024.

L'international italien est donc officiellement suspendu pour l'Euro 2024, véritable coup dur pour l'ex-Milanais comme pour la sélection tenante du titre de la compétition.

Jusqu'à cette affaire, la carrière de Tonali était exemplaire; des débuts dans l'équipe première de Brescia à 17 ans en 2e division italienne, une première sélection en équipe d'Italie à 19 ans, un transfert en 2020 au prestigieux Milan attiré par l'élégance et la vision du jeu de celui qui est très vite surnommé le nouveau

Andrea Pirlo, avant de toucher le jackpot en s'engageant à Newcastle qui lui offre un salaire annuel de 7 millions d'euros.

Et ce n'est pas fini : un autre international, Nicolo Zaniolo (Aston Villa), a été entendu par la police durant le dernier rassemblement de l'équipe d'Italie. Si comme Fagioli et Tonali, il n'a pas grand-chose à craindre de la justice qui s'intéresse surtout aux gestionnaires de ces plateformes de paris, il devrait lui aussi écopier d'une longue suspension.

André Onana prend la défense d'Alejandro Garnacho

Alors qu'il risque une sanction après une publication sur André Onana, Alejandro Garnacho peut néanmoins compter sur le soutien de son coéquipier.

André Onana a défendu son coéquipier Alejandro Garnacho à cause d'une publication sur X (ex-Twitter) qui pourrait lui coûter gros.

L'attaquant de 19 ans a partagé une photo, depuis supprimée, de son coéquipier avec comme légende deux émojis de gorille. Un message qui pourrait avoir une connotation raciale en Angleterre.

La FA s'est cependant emparé de l'affaire et l'international argentin risque donc une sanction.



Le gardien de but camerounais a tenu à apporter son soutien à son jeune coéquipier. «Les gens ne peuvent pas choisir par quoi je devrais être offensé. Garnacho a mis cet emoji pour définir puissance et force. Ça ne devrait pas aller plus loin», a-t-il posté dans une story sur Instagram.

L'UEFA dévoile l'équipe type de la 3e journée de Ligue des champions

Comme après chaque journée de Ligue des champions, l'UEFA a dévoilé les 11 joueurs ayant le plus ébloui l'Europe. Parmi eux, les jeunes talents Fermin Lopez et Warren Zaïre-Emery, tous deux élus hommes du match mercredi.

Il n'y a pas eu de très grandes surprises dans cette 3e journée de Ligue des champions, à l'image des victoires du Bayern Munich, de l'Inter, du Real Madrid, d'Arsenal, de Naples, Manchester United, du Barça, du PSG ou encore de Manchester City.

En revanche, plusieurs joueurs peu attendus ont brillé de mille feux et ébloui le continent de leur talent, comme le gardien de Manchester United, André Onana, auteur d'un début de saison cataclysmique, mais qui a su stopper le pénalty de la victoire contre Copenhague cette semaine. Il est élu meilleur portier de la journée.



La liste des dix joueurs nommés pour le Trophée Yachine

Découvrez les 10 nommés pour le Trophée Yachine 'France Football' du meilleur gardien du monde lors de la saison 2022/23. On y retrouve deux Français.

Le Trophée Yachine est une récompense individuelle attribuée par la rédaction de 'France Football' au meilleur gardien du monde lors de la saison 2022/23.

L'année dernière, c'est le gardien du Real Madrid et de la sélection belge Thibaut Courtois qui a logiquement été élu. Ce titre au nom du légendaire gardien russe a été créé en 2019 et a été remporté par Alisson cette même année, puis par Gigio Donnarumma en 2021.

La liste des dix joueurs nommés pour le Trophée Yachine 2022/23 :

- Yassine Bounou (MAR/Séville - Al Hilal)
- Thibaut Courtois (BEL/Real Madrid)
- Marc-André ter Stegen (ALL/FC Barcelone)
- Andre Onana (CAM/Inter Milan - Manchester United)
- Mike Maignan (FRA/Milan AC)

- Emiliano Martinez (ARG/Aston Villa)
- Dominik Livaković (CRO/Dinamo Zagreb - Fenerbahçe)
- Brice Samba (FRA/RC Lens)
- Aaron Ramsdale (ANG/Arsenal)
- Ederison (BRA/Manchester City)



Quand Jürgen Klopp rend hommage à Bobby Charlton



L'entraîneur de Liverpool a tenu à prendre la parole concernant les décès de Sir Bobby Charlton, légende de Manchester United, et Bill Kenwright, président d'Everton, en conférence de presse d'avant-match mercredi.

En pleine semaine de coupes d'Europe, l'Angleterre du football pleure deux hommes disparus en l'espace de quelques jours : Sir Bobby Charlton, légende de Manchester United et considéré comme le plus grand joueur anglais de tous les temps, et Bill Kenwright, président emblématique d'Everton. En conférence de presse d'avant-match contre Toulouse, et

malgré la rivalité qui peut exister entre les différents clubs, l'entraîneur de Liverpool, Jürgen Klopp s'est exprimé suite à ces deux disparitions.

Mardi soir, un hommage poignant d'Old Trafford a été rendu à Charlton, ce à quoi le technicien allemand n'a pas voulu en rajouter : «Je ne pense pas pouvoir ajouter quoi que ce soit. Je n'ai jamais rencontré aucun d'entre eux, mais je vis en Angleterre depuis 8 ans, je connaissais déjà Sir Bobby avant d'arriver ici et c'est l'une des plus grandes personnalités du football anglais, du football européen, et du football mondial.»

Hamilton : "J'ai entendu que bien d'autres voitures étaient illégales"

Lewis Hamilton disposerait d'informations selon lesquelles d'autres monoplaces auraient dû être disqualifiés à Austin si elles avaient été contrôlées par la FIA.

Au Grand Prix des États-Unis, Lewis Hamilton a égalé son meilleur résultat de ces deux dernières saisons avec la deuxième place à seulement deux secondes du vainqueur Max Verstappen... mais ça, c'était avant qu'il soit disqualifié.

«Je sortais juste de la conférence de presse, j'étais sur le point de prendre mon bain glacé, et Toto [Wolff] est arrivé en courant pour me le dire», relate le pilote Mercedes. «J'étais effondré après une si belle journée et une si bonne course. Ce n'est qu'en rentrant chez moi que j'ai eu toutes les informations. J'étais un peu découragé après cette journée, mais il y avait beaucoup de points positifs à en tirer.»

En effet, l'usure des patins situés sous le plancher a été vérifiée sur quatre monoplaces à l'arrivée, et deux d'entre elles n'étaient pas en conformité : la Flèche d'Argent de Lewis Hamilton et la Ferrari de Charles Leclerc. Statistiquement, il n'était pas invraisemblable de présumer que d'autres concurrents avaient eu la

chance de s'en tirer sans contrôle ; or, le septuple Champion du monde semble avoir des informations en ce sens.

«Tout d'abord, j'ai entendu venant de plusieurs sources différentes qu'il y avait bien d'autres voitures qui étaient aussi illégales mais qui n'ont pas été vérifiées,



alors ils s'en sont tirés», indique Hamilton. «Cela fait 16 ans que je cours en F1, il y a eu de nombreux autres scénarios comme celui-ci où certaines personnes se sont sorties impunément de certaines choses et certaines ont eu la malchance de se faire vérifier. En fin de compte, il faut sûrement qu'il y ait une meilleure structure pour assurer la justice sur l'ensemble du plateau. On n'a jamais eu ce problème à Austin auparavant.»

Voici les 30 nommés pour le Ballon d'Or 2023



Le magazine 'France Football' vient de dévoiler les noms des 30 joueurs nommés pour succéder à Karim Benzema en tant que Ballon d'Or 2023. Le lauréat sera annoncé le lundi 30 octobre au Théâtre du Châtelet à Paris.

City suspend deux supporters après des chants insultants envers Sir Bobby Charlton

Manchester City a sanctionné lourdement deux supporters mineurs pour les chants insultants à l'égard de la légende anglaise Sir Bobby Charlton.

Manchester City a suspendu deux supporters pour tous les matches à domicile et à l'extérieur suite à des chants insultants envers Sir Bobby Charlton.

Charlton, l'ancien joueur de Manchester United, est décédé à l'âge de 86 ans samedi dernier. Il est considéré comme le plus grand joueur de l'histoire du football anglais.

Des chants offensants ont été entendus dans certaines parties de l'Etihad Stadium lors de la victoire de City contre Brighton & Hove Albion (2-1), en Premier League.

Les champions de d'Angleterre ont exprimé leur «déception» et ont condamné les «chants ignobles», présentant également ses excuses à Manchester United et à la famille de la légende anglaise.



Premier League

Man Utd vs Man City

Rude épreuve en vue



Manchester United se mesurera à Manchester City, qui sera son invité, dans le cadre de cet affrontement de Premier League qui se tiendra le dimanche.

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à Old Trafford (Manchester) sera donné le dimanche 29 octobre 2023 à 19h30. Avant la rencontre, Manchester United est classé à la 8ème place du Championnat d'Angleterre et Manchester City à la 2ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 137 fois depuis 1936, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Manchester City le samedi 3 juin 2023 (Cup - Finale : 2-1).

Suite à sa victoire 1-0 en Champions League contre le FC Copenhague, Manchester United voudra certainement décrocher un nouveau succès lors de cette rencontre.

Lors de la rencontre précédente, Manchester United avait enregistré

un taux de possession de balle de 50% et 15 tentatives de tir au but dont 5 cadrés. Harry Maguire (72') a été le seul joueur à marquer pour Manchester United. Leur adversaire, le FC Copenhague, a obtenu 15 tentatives de tir au but dont 4 cadrés.

Manchester United, sous la direction de Erik ten Hag, a pu célébrer ses buts 10 fois lors de ses six matchs antérieurs. À l'inverse, on comptabilise au total 6 buts qu'il a encaissés au cours de ces affrontements.

Manchester City se prépare à disputer ce face-à-face après avoir battu le club des Young Boys sur le score de 1-3 en Champions League lors de sa dernière rencontre.

Lors de la rencontre précédente, Manchester City avait enregistré un taux de possession de balle de 68% et 24 tirs au but dont 13 cadrés. Du côté de Manchester City, les buteurs étaient Manuel Akanji (48')

et Erling Haaland (67', 86'). Leur adversaire, le club des Young Boys, a eu 10 tirs au but dont 4 cadrés. Meschak Elia (52') a marqué pour le club des Young Boys.

Les statistiques ne mentent pas et a encaissé lors de 5 de ses 6 derniers duels, en ayant concédé 6 buts en tout. Défensivement, Manchester City doit faire face à certaines lacunes. Ceci dit, il nous reste à découvrir si cette règle va véritablement se poursuivre à l'occasion de cette prochaine rencontre. Avant de se lancer dans cette confrontation, Manchester City n'a connu aucun succès à l'extérieur lors de ses 2 dernières rencontres de championnat.

Si on se penche sur leurs rencontres précédentes, en remontant jusqu'au 07/03/2021, on s'aperçoit que Manchester United a gagné 2 fois lors de ces matchs, Manchester City a enregistré 4 succès et le total de partages s'élevait à 0.

On a assisté à un festival de buts avec 24 en tout, ce qui représente une moyenne de 4 buts par rencontre.

L'entraîneur de Manchester United, Erik ten Hag, ne pourra pas faire jouer Tyrell Malacia, Amad Diallo, Aaron Wan-Bissaka, Luke Shaw, Kobbie Mainoo et Lisandro Martínez. Cette fois-ci, il y a de grandes chances que Manchester United favorise une formation en 4-2-3-1 et aligne Andre Onana, Victor Lindelof, Jonny Evans, Harry Maguire, Diogo Dalot, Scott McTominay, Sofyan Amrabat, A. Matheus dos, Bruno Fernandes, Marcus Rashford et Rasmus Højlund.

Il y a fort à parier que Manchester City choisisse une formation en 4-2-3-1 et débute la rencontre avec Stefan Ortega, Kyle Walker, John Stones, Ruben Dias, Josko Gvardiol, Bernardo Silva, Rodri, Phil Foden, Julián Álvarez, Jérémy Doku et Erling Haaland.

